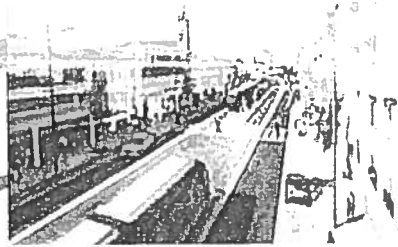
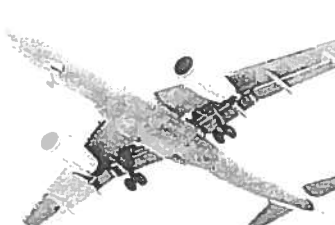
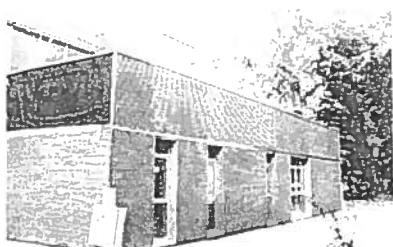




ROSTAING Cécile  
Magistère 3<sup>ème</sup> année  
Stage de mai à juillet 2004

Tuteur : M. PHILIPPE

Maître de stage :  
M. HGOBURU





## SOMMAIRE

### **ANNEXE 1**

**Présentation du territoire de Mérignac : fiches par quartiers ..... P 3**

### **ANNEXE 2**

**Cadre législatif Français qui décline les principes du développement durable..... P 19**

### **ANNEXE 3**

**Synthèse des ateliers thématiques ..... P 21**

### **ANNEXE 4**

**Compte rendu des réunions du comité de pilotage ..... P 39**

### **ANNEXE 5**

**La démarche HQE ..... P 49**

### **ANNEXE 6**

**La charte d'Aalborg..... P 51**

### **ANNEXE 7**

**Grille de développement durable d'AThis Mons ..... P 59**

### **ANNEXE 8**

**Listes des indicateurs du logiciel RESPECT ..... P 60**

### **Annexe 9**

**Liste des réseaux d'éducation à l'environnement ..... P 62**



## **ANNEXE 1 : PRESENTATION DE MERIGNAC**

- \* Quartier de Burck**
- \* Quartier de beutre**
- \* Quartier de Capeyron**
- \* Quartier des Pins**
- \* Quartier Beau Désert**
- \* Quartier des Eyquems**
- \* Quartier d'Arlac**
- \* Zone d'activité Mérignac Soleil**
- \* Zone Aéroportuaire**
- \* Zones d'activités récentes et anciennes**
- \* Centre ville élargi**
- \* Les entrées de ville à Mérignac**
- \* Armature naturelle et paysage**



### LOCALISATION :

Le quartier se situe à proximité de la commune de Pessac, au sud de Mérignac

### CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :

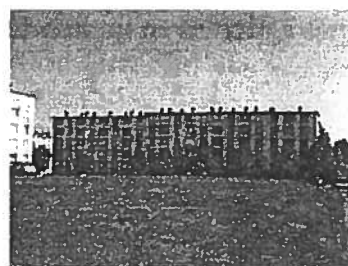
#### *Le quartier d'habitat social*

Quartier de logement social en habitat collectif

Quartier situé à proximité d'un espace boisé très agréable

Les voiries sont très larges et l'espace public reste très pauvre

Les espaces verts sont abondants mais pas assez valorisés



#### *Une centralité à renforcer*



La place commerciale doit être requalifiée afin de jouer un rôle de polarisation à l'échelle du quartier

### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

- zone classée UDC : tissu mixte des ensembles collectifs.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Requalification de l'architecture et de la place commerciale à l'échelle du quartier

Des liaisons à affirmer entre le beau parc, le château le bois et le centre du quartier.

### LOCALISATION :

Le quartier se situe au sud ouest de la commune de Mérignac, à proximité de l'aéroport.

### CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :

Quartier isolé et traversé par la RD 106 qui dénature le centre du fait notamment de la vitesse excessive

Quartier composé principalement d'habitat pavillonnaire

Les espaces publics ne sont pratiquement pas traités et sont à requalifier

Des différences dans le traitement de l'espace public ou privé dans le quartier

L'urbanisation croissante menace la coulée verte

Activités agricoles en limites du quartier



### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

- zone classée pour la plupart en pavillonnaire compact UPc et en N3, zone naturelle pouvant accueillir des équipements collectifs.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

La réalisation de la déviation de Beutre est une opportunité pour réaliser le boulevard urbain de la RD 106

Centralité de quartier à réaffirmer autour de la place de l'église à requalifier

Recomposition de l'espace public du centre notamment



### LOCALISATION :

Le quartier se situe au Nord Est de la commune.

### CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :

*Le quartier d'habitat social*



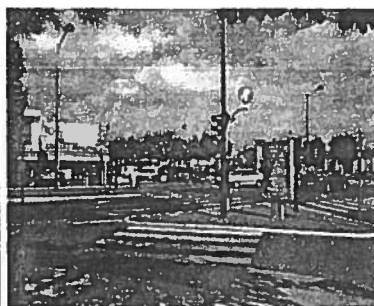
La liaison entre les barres et le reste du quartier apparaît très faible

Présence d'un parc très agréable à proximité de ce quartier ce qui participe à l'amélioration du cadre de vie.

*La centralité de quartier à renforcer*

La centralité reste à confirmer dans ce pôle de quartier important

L'espace routier doit laisser plus la place aux aménagements conviviaux d'espace public



### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

- zone classée UPc autour du centre de quartier.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Renforcer la centralité de ce quartier

Favoriser une meilleure liaison entre le centre du quartier, le parc et les zones d'habitat collectif

### LOCALISATION :

Le quartier se situe à l'est de la rocade, au nord du centre ville élargi.

### CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :

Manque de liaison entre tous les secteurs de ce quartier.

Projet de réhabilitation des barres dégradées.



Les quartiers d'habitat collectif plus récents présentent de grands espaces verts vides qui nécessiteraient d'être aménagés afin d'améliorer le cadre de vie des habitants.

### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

-zone classée en habitat collectif pour une grande partie de la zone et en pavillonnaire compacte pour l'autre partie.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Espaces verts à renforcer et à améliorer

Prendre en compte les liaisons au quartier et l'ouverture sur l'avenue lors de la réhabilitation des barres dégradées.

### LOCALISATION :

Le quartier se situe au nord ouest de la commune, à l'ouest de la rocade.

### CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :

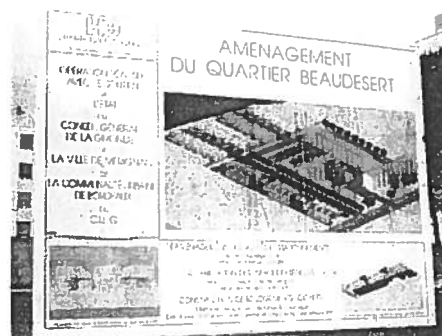
Quartier qui possède un parc très agréable.

Architecture assez variable.

Zones d'activités à requalifier car l'état est dégradé.



Zone d'habitat triste.



Zone d'activité dégradée comportant une voirie à requalifier.

### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

- zone classée en habitat collectif pour une grande partie de la zone et en pavillonnaire compacte pour l'autre partie.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

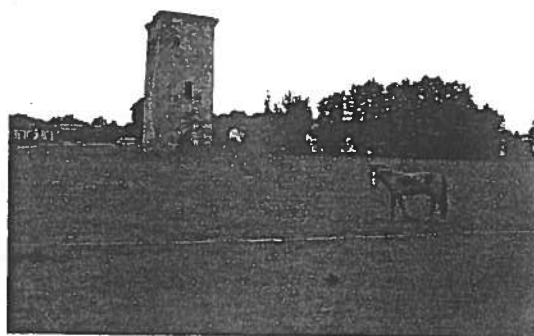
Réaménager la voirie en prenant en compte le partage entre la voiture et les deux roues et le piéton.

# **LOCALISATION :**

Le quartier se situe sud ouest de la commune.

## **CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :**

Un centre de quartier de qualité qui mériterait une requalification de certaines voies. Des espaces verts présents dans ce quartier ce qui rend le cadre de vie agréable.



## **ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :**

Zone dominée par du pavillonnaire compact avec un peu d'habitat collectif.

## **PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :**

Secteur comportant des zones naturelles cultivées à protéger de l'extension urbaine.

#### LOCALISATION :

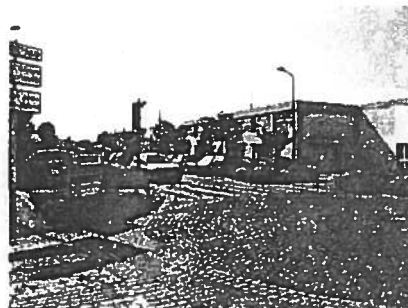
Le quartier se situe à l'ouest de Mérignac, limitrophe avec Bordeaux.

#### CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :

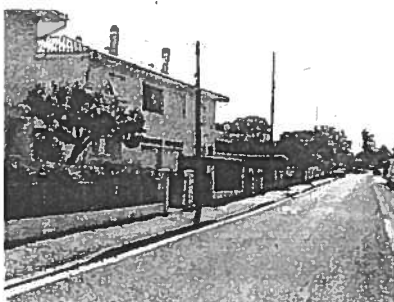
Quartier faisant la liaison entre Bordeaux et le centre de Mérignac.  
Partage équilibré entre la voiture et le piéton dans le centre du quartier.  
Quartier résidentiel pavillonnaire.



*Voirie du centre du quartier aménagé laissant la place qu piéton de circuler.*



*Le centre commercial d'Arlac*



*L'habitat pavillonnaires et collectif d'Arlac.*

#### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

- zone classée UPc, pavillonnaire compact pour la plupart du quartier.

#### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Ce quartier constitue un pôle multimodal dès l'arrivée du tramway en 2007.

### LOCALISATION :

Le quartier se situe à l'est de la rocade et au Sud du centre ville de Mérignac.

### CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :

Première concentration commerciale de la région

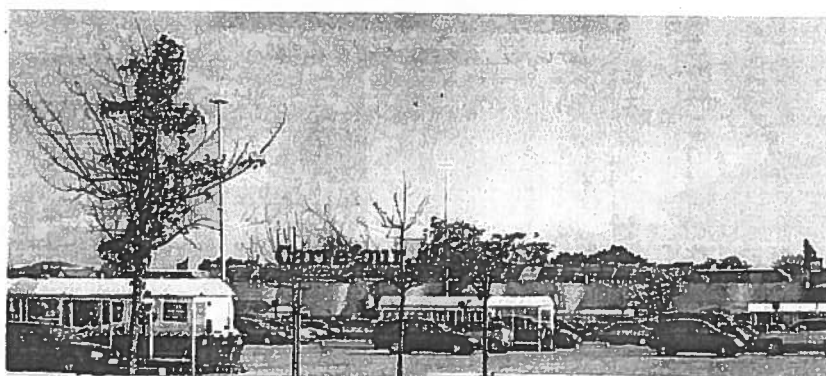
Forte polarité et attractivité de l'agglomération

Secteur totalement investi par les affiches publicitaires et les enseignes

Présence d'un immense parking qui constitue une coupure urbaine

L'espace piéton et cyclable a été oublié au profit d'une très forte densité de voitures

Présence de nuisances sonores.



### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

Zone classée UE caractérisant une zone d'activités diversifiées.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Le développement de cette zone commerciale doit exclure toute extension mais se tourner plutôt vers une requalification et une valorisation de Mérignac Soleil.

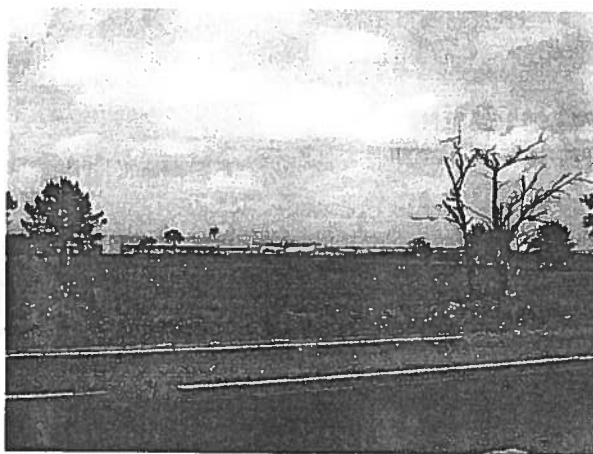
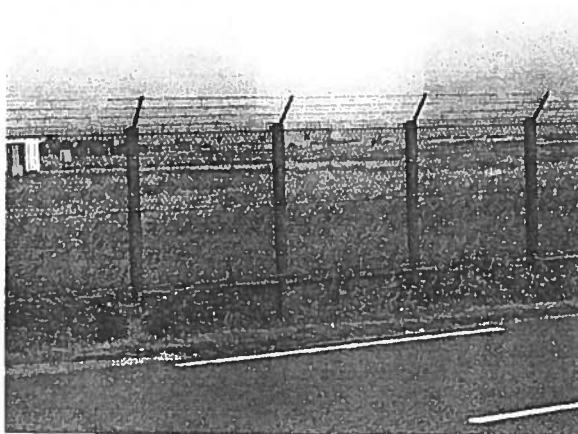
#### **LOCALISATION :**

Le quartier se situe à l'ouest de la commune de Mérignac.

#### **CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE AÉROPORTUAIRE :**

L'aéroport de Bordeaux-Mérignac couvre 860 a et se situe au 6ème rang national en terme de transports de personnes.

La zone aéroportuaire marque une forte emprise foncière à l'échelle de la commune.



#### **ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :**

Zone classée UGES : zone urbaine de grands équipements et services qui permet de garantir une « zone de transition renforcée » au contact des zones résidentielles.

#### **PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :**

Envisager le prolongement de la ligne A du tramway ou le mise en liaison ferroviaire connectée à la voie Bordeaux / Arcachon.

Adapter le plan d'exposition au bruit aux réalités du trafic aérien d'aujourd'hui et de demain



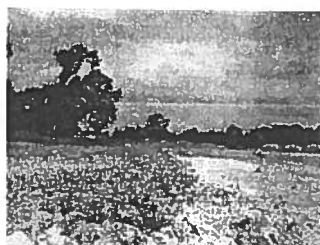
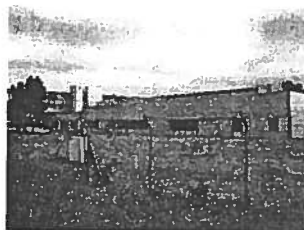
## DOMAINE DE PELUS

### LOCALISATION :

Le quartier se situe entre la zone aéroportuaire et la rocade.

### CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE D'ACTIVITÉ :

Parc d'activités récent en sous occupation : présence de terrain vague, propice au développement des zones d'activités.



### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

- zone classée UE.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Mise en œuvre d'une politique de diversification

## ESPACE MÉRIGNAC PHARE

### LOCALISATION :

Le quartier se situe au nord de la commune à l'ouest de la rocade.

### CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE D'ACTIVITÉ :

Zone d'activités anciennes et dégradée.

### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

- zone classée UE, zone d'activité économique

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Mettre en œuvre une politique de reconquête afin de renouveler ce tissu économique ancien en favorisant la mixité et la densification de cette zone.



**NOUVEAU PÉRIMÈTRE :**

Le périmètre du nouveau centre ville de Mérignac intègre la Mairie au Nord, les Ardillos à l'Ouest et s'étend en direction du lycée au sud.

Le redéfinition d'un nouveau périmètre du centre ville s'intègre dans une volonté de recréer un vrai centre dynamique et attractif pour les habitants.

**ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :**

- zone classée Ucv : tissu urbain de centralité comportant des principes réglementaires de gestion des hauteurs (R+1 à R+4) et de protection des façades anciennes.

**CARACTÉRISTIQUES DU QUARTIER :**

Place Ch. De Gaulle

Echelles irrégulières et architecture hétérogène.

Tissu urbain irrégulier et hétérogène.



Avenue du Général Leclerc

Un patrimoine à mettre en valeur : mise en liaison de l'église saint Vincent avec le centre et perspectives à développer

Tissu urbain assez lâche à dominante R+1 : morphologie très peu dense qui ne reflète pas le rôle que doit jouer un centre d'une ville de cette importance.



*L'élargissement du centre ville : le centre ouest composé de la Mairie, du centre culturel le Pin Galant et de la maison des associations, exemple d'une démarche de développement*



Parc du Vivier de la mairie



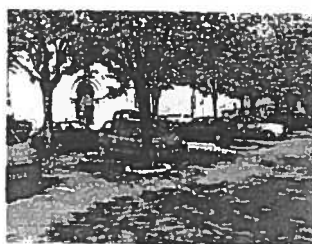
Centre culturel du Pin Galant



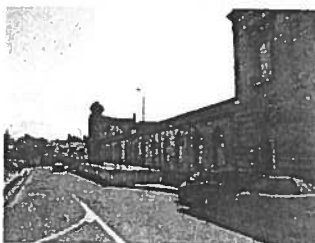
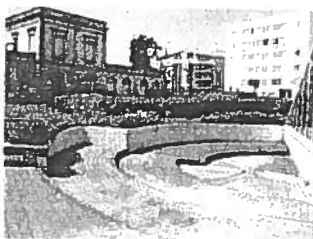
La maison des associations a été conçue selon une démarche HQE.

*Les espaces publics du centre ville :*

- Présence d'un espace vert derrière le parking privé de la poste, peu ouvert sur la rue
- La grande place de l'église apparaît vide et inoccupée ; seule une partie de la place est ombragée et aménagée de bancs.

*Les zones de stationnements autour de la place de l'église*

Stationnement un peu anarchique sur la place de l'église



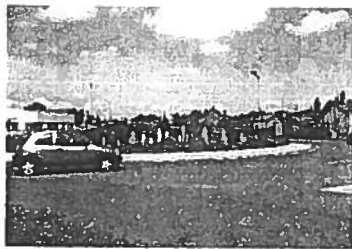
Abords du parking souterrain cassent la continuité de l'espace public.

**PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :**

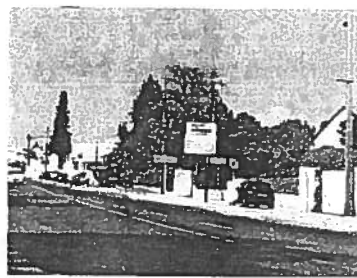
- L'arrivée du tramway en 2007 constitue une véritable opportunité afin de requalifier le centre ville.
- La densification et la requalification du centre a été engagée par la ZAC du Centre, autour de l'arrivée du tramway.
- Partage de la voirie entre piéton, voiture et deux roues et TC.

## CARACTÉRISTIQUES DES ENTRÉES DE VILLE DE MÉRIGNAC :

La prolifération publicitaire fait office d'entrée de ville dans certains secteurs



Place du Général Gouraud ;  
entrée de ville depuis la rocade sym-  
bolisée par ce rond point aménagé.



Entrée de ville depuis Pessac



Avenue de la Marne ou  
la voirie est consacrée à  
l'automobile



Avenue de l'Yser ou les  
deux roues n'ont pas  
leur place.



## PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

Requalification des entrées de ville afin de mettre en valeur l'image d'une ville dynamique .

Lutter contre la prolifération des panneaux publicitaires aux entrées de ville et notamment autour des zones d'activités.

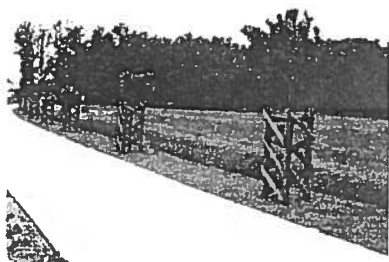
## LA COULÉE VERTE

### LOCALISATION :

Ce réservoir de biodiversité et espace de détente pour la ville est situé au Sud de la commune.

### CARACTÉRISTIQUES :

La forte ambition de réaliser une coulée verte au sud de Mérignac n'a pas aboutit.



### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

Le POS classait les terrains le long de la coulée verte en zone ND constructible entraînant une urbanisation possible. Le PLU a classé cette zone en zone A naturelle à protéger

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

La préservation et la mise en valeur de la coulée verte doivent être une priorité à l'échelle de l'agglomération. Ces territoires devront faire l'objet d'un projet cohérent et partagé de mise en valeur.

Une trame verte est à étudier afin de relier la campagne urbaine aux espaces verts de la ville au sein d'un plan vert.

## LES ZONES ENCORES VIERGES OU CULTIVÉES

### LOCALISATION :

Particulièrement situé au sud de la commune

### CARACTÉRISTIQUES :

Mérignac a la chance de détenir encore de grands espaces cultivés et naturels.

### ZONAGE DANS LE PLU COMMUNAUTAIRE :

Les vignobles sont classés en zone A à protéger.

### PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT :

- préserver les grands paysages
- créer une trame verte pour l'agglomération
- assurer la diversité des territoires



*Une réserve foncière*



*Les vignobles : un patrimoine à protéger*

## **ANNEXE 2 – CADRE LEGISLATIF FRANÇAIS QUI DECLINE LES PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE.**

- **La loi sur l'eau du 3 janvier 1992** institue l'épuration obligatoire de toutes les eaux usées avant 2005 et une planification par bassins hydrographiques. Elle prévoit une gestion globale et intégrée de la ressource en eau, par l'adoption d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) par agence de bassin.
- **La loi relative à l'élimination des déchets du 13 juillet 1992** mentionne pour la première fois la nécessité de gérer les déchets de façon durable. Elle est fondée sur trois principes :
  - prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets,
  - organiser et limiter le transport des déchets tout en récupérant des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
  - informer le public.

La loi prévoit également des plans départementaux d'élimination des déchets, la suppression des décharges pour les déchets non ultimes, ainsi qu'une nouvelle taxe sur la mise en décharge visant à promouvoir de nouvelles techniques de collecte et de valorisation.

- **La loi relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992** prévoit des mesures de réduction des émissions sonores. Différentes dispositions sont prises telles que des procédures d'identification des infrastructures bruyantes et des processus de traitement partenarial entre les collectivités ou partenaires concernés. Les niveaux d'exigences accrus en la matière sont traduits dans des normes européennes.
- **La loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993** prévoit la prise en compte du paysage dans les aménagements et dans les différents documents de planification (SCOT, PLU).
- **La loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et à la prévention des risques naturels du 2 février 1995** (dite "loi Barnier") édicte les principes généraux du droit de l'environnement en matière de développement durable, affirme le devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement et introduits dans le droit français quatre grands principes : le principe de précaution, le principe de prévention ou correction, par priorité à la source des atteintes à l'environnement, le principe du pollueur-payeur et le principe de participation.  
De même cette loi met en place les plans de prévention des risques naturels en instituant un droit à l'information de tout citoyen, ainsi que sur les moyens de s'en protéger.
- **La loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996** rend obligatoire la surveillance de la qualité de l'air, la définition d'objectifs de qualité, l'information du public. Elle prescrit l'élaboration de documents cadres (Plan Régional de la Qualité de l'Air, Plan de Protection de l'Atmosphère) et, pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants, le Plan de Déplacements Urbains (PDU). Ce dernier vise à développer les transports collectifs et les modes de transports propres, à aménager la voirie et organiser le stationnement.
- **La loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 et la loi d'orientation sur la forêt du 9 juillet 2001** ont pour objectifs de promouvoir la diversité et l'identification des produits agricoles ainsi que leur mode de production ou leur origine, et renforcer l'information du consommateur ; la loi relative aux nouvelles régulations économiques du 15 mai 2001 et son décret du 25 avril 2002 favorisent l'agriculture raisonnée, laquelle vise à concilier le respect de l'environnement, les attentes du consommateur et les contraintes économiques.

- **La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT ou loi Voynet) du 25 juillet 1999 et la loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale (loi Chevènement) du 12 juillet 1999,** mettent en avant le projet concerté comme mode d'action de mise en cohérence des différentes politiques (urbanisme, habitat et déplacements), que ce soit à l'échelle de l'agglomération ou de la commune ou des pays.
- **La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU) du 13 décembre 2000,** remaniée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, a renouvelé le cadre juridique des politiques urbaines en alliant les questions d'urbanisme, de logement et de transport. Elle a introduit de nouveaux documents d'urbanisme tels que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Ses principes de base sont les suivants :
  - respecter l'équilibre entre le développement urbain et rural,
  - réussir une véritable mixité urbaine et sociale,
  - enclencher une véritable dynamique de renouvellement urbain,
  - utiliser d'une façon économe et équilibrée les espaces.
- **La loi relative à la démocratie de proximité du 27 février 2002** offre aux collectivités des outils pour développer des politiques de démocratie participative et de nouveaux droits pour les élus.



## ANNEXE 3

# VILLE DE MERIGNAC : ELABORATION D'UN AGENDA 21

---

## **Synthèses des ateliers thématiques**

**Aménagement et mobilité  
Société / Education / Culture  
Environnement  
Economie**





## Qu'est ce que l'Agenda 21 local ?

### 📌 La volonté de Mérignac :

- Un projet de développement de la commune à long terme pour accueillir de nouveaux habitants, de nouvelles activités et améliorer la qualité de vie des citoyens
- La mise en valeur et la rationalisation des politiques menées en cohérence avec son projet de territoire et le PADD communautaire
- Une démarche exemplaire en matière de développement durable au niveau de la Région

Les collectivités locales = niveau d'action déterminant pour la mise en œuvre du développement durable et la sensibilisation des populations

### 📌 L'Agenda 21 local est une démarche qui :

- fixe les objectifs du développement durable
- impulse les premières actions
- organise un suivi et un système d'évaluation

### 📌 L'Agenda 21 c'est aussi :

Un programme stratégique et opérationnel sur le long terme

Une démarche de planification urbaine transversale et intégrée qui prend en compte les aspects environnementaux, économiques et socio-culturels

Une démarche qui doit s'intégrer aux démarches de programmation existantes (PLU, SCOT, PDU, ...)

### 📌 La définition des ambitions :

- Le diagnostic partagé
- Le plan stratégique
- Le plan d'actions
- L'évaluation
- La pérennisation

## Les objectifs des ateliers thématiques

- *Présenter aux acteurs concernés la démarche Agenda 21 local*
- *Présenter le diagnostic de l'Agenda 21 local selon les quatre thèmes Aménagement/mobilité, environnement , Société/éducation/loisirs et Economie*
- *Réfléchir à des premières propositions d'actions*

## **ATELIER AMENAGEMENT ET MOBILITE**

Le 6 juin 2004

### **LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'AMENAGEMENT ET DE MOBILITE :**

- Faire de Mérignac un espace d'enjeux pour la mise en œuvre de l'ambition d'aménagement durable du territoire communautaire,
- Anticiper l'arrivée du tramway pour engager avec l'ensemble des habitants et des acteurs locaux, une nouvelle façon d'habiter, de vivre, de se déplacer.

### **Un vaste territoire de grande qualité, aménagé de manière extensive**

#### **L'automobile, mode de déplacements dominant dans une ville étalée**

Dans une ville étalée comme Mérignac, traversée du nord au sud par la rocade de Bordeaux, l'automobile constitue forcément le mode de déplacements ultra-dominant.

Le maillage de voiries est très dense, bien structuré et très bien relié à la rocade (4 échangeurs, une sortie), ce qui contribue à l'attractivité de Mérignac, mais entraîne également des conflits d'usage entre circulation de transit (vitesse élevée), dessertes et circulations locales, traversée des centres de quartier.

#### **La CCI et les déplacements :**

Une réflexion sur le Plan de Déplacement des Entreprises (PDE) prenant en compte notamment le transport des marchandises et les déplacements de la clientèle est en cours au sein de la CCI de Bordeaux.

Trois groupes de travail ont été mis en place pour mener à ses fins la démarche du PDE en partenariat avec les entreprises qui manifestent un grand intérêt.

Le retour des enquêtes réalisées autour du tramway, auprès des commerçants a mis en évidence un manque de communication et d'information notamment concernant les parkings relais et les actions en cours d'élaboration.

Les commerçants se sont montrés optimistes quand à l'arrivée du tramway à Mérignac, mais attendent beaucoup de la CUB en matière de communication. Sur Bordeaux, 8 000 commerçants ont été concernés et associés à l'aménagement du tramway.

Une enquête a été effectuée à l'échelle de la ville dans le cadre du PDE pour les entreprises de Mérignac, sur une base méthodologique provenant de la CCI. Le retour de l'enquête a été adressé aux comités d'entreprises, au comité d'hygiène et de sécurité puis vers la mairie. Cette enquête a notamment pu mettre en évidence qu'il faut mener une longue phase de sensibilisation afin de changer les habitudes de chacun. Il apparaît difficile de se déplacer autrement qu'en voiture pour la plupart des usagers.

Ainsi, un effort important en matière de communication et de sensibilisation doit être poursuivi afin de faire prendre conscience aux gens de l'importance de leurs changements de comportement.

L'enjeu du développement durable concernant les déplacements consiste à **mettre en synergie tous les acteurs concernés** tels que les commerçants, les entreprises et les usagers.

### **L'adhésion des usagers des transports :**

L'action de vélo-cité est particulièrement volontariste en faveur des modes de déplacement doux. Elle suit sur l'ensemble de l'agglomération l'accompagnement vélo autour du tramway.

Une réflexion sur l'ensemble du centre ville est menée en partenariat avec les commerçants et la CCI.

Une autre action peut être soulignée ici, celle de l'association des handicapés (GIHP) qui vérifie que les aménagements, notamment ceux du centre ville, soient adaptés à tous les usagers.

Au sein de la mairie, une personne elle-même handicapée est associée aux projets d'aménagements.

### **Un réseau de bus assez dense, mais pas assez utilisé**

Les transports collectifs à Mérignac sont assurés essentiellement par les bus.

Le réseau est assez dense, 11 lignes, et bien maillé dans le sens est – ouest, avec un axe nord – sud (l'avenue de la Libération) parcouru par 5 lignes, mais aucun autre.

Les liaisons avec Bordeaux-Centre sont assez satisfaisantes, mais certaines zones d'habitat dense sont assez mal desservies, ainsi que Mérignac-Soleil et de nombreuses zones d'activités.

La navette entre Bordeaux et l'Aéroport est sans arrêt sur Mérignac. Les bus ne bénéficient que de très peu de couloirs réservés ou de sites propres, et les conflits d'usage avec les automobilistes sont nombreux.

Les bus ne sont utilisés, régulièrement, que pour **3% seulement des trajets domicile-travail**. Les raisons évoquées pour la non-utilisation des transports collectifs sont, dans l'ordre :

- les trajets de lignes qui ne sont pas adaptés,
- les horaires qui ne conviennent pas.

Le temps de trajet trop long ou les tarifs ne sont que très peu évoqués.

**La ligne SNCF de ceinture** qui a pourtant une gare à Caudéran, desservant le quartier de Montesquieu à Mérignac, est **utilisée de manière marginale** (très peu de trains). Une étude est cependant en cours dans le but d'améliorer l'offre.

**L'arrivée du tramway à Mérignac en 2007 constitue une opportunité pour l'utilisation des transports en commun.** Cette arrivée doit être anticipée et optimisée le plus en amont possible pour permettre un changement significatif des compléments et des usages.

## **ATELIER SOCIETE, EDUCATION, CULTURE ET LOISIRS**

Du 8 juin 2004

### **Le Développement humain**

#### **LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE SOCIALE, D'EDUCATION ET DE CULTURE :**

- Moderniser et renouveler les équipements publics pour répondre aux nouvelles attentes des Mérignacais,
- Poursuivre l'action volontariste de prévention et de lutte contre les inégalités, sans alourdir le budget de fonctionnement,
- Prendre conscience de l'intérêt du patrimoine communal pour les générations futures.

### **Le développement social et humain, au cœur de l'action municipale**

#### **La vie associative à Mérignac**

Malgré l'existence d'une charte de la vie associative et d'un partenariat entre le tissu associatif et la ville, la coordination et la relation inter-associations est difficile à faire émerger (blocages, modes de fonctionnement...), mais des changements sont amorcés.

Les Etats Généraux des associations, programmés pour octobre 2004, vont constituer une étape importante dans cette direction. La maison des associations, qui sera achevée à l'automne (conception HQE) va constituer un outil majeur pour rapprocher les associations entre elles. Nous allons vers un conseil local de la vie associative qui va fédérer l'ensemble du tissu associatif (jeunesse, sports, petite enfance, culture, handicapés...) soit 18 000 personnes sur 65 000 habitants à Mérignac. Ce conseil constituera un lieu de dialogue et de réflexion interassociative et avec la Ville.

Les conseils de quartier qui fonctionnent depuis ces dernières années constituent un autre outil de la vie associative et un autre type de partenariat avec la Ville. Il reste à insuffler du DEVELOPPEMENT DURABLE dans tout cela. Le bâtiment à Haute Qualité Environnementale va abriter les associations, le développement de produits issus du Commerce Equitable dans ces locaux dont les premières pistes pour la mise en œuvre d'une dynamique associative autour de l'Agenda 21 et du Développement Durable.

La ville de Mérignac apporte une aide plus que significative à la vie associative (très au dessus de la moyenne des villes de 60 000 habitants).

Le domaine des loisirs-jeunesse comporte deux types de contrats : le contrat Educatif Local et le contrat Enfance qui sont déclinés en actions perceptibles par tous les agents. Cependant on observe un certain cloisonnement entre services et une certaine méconnaissance des partenariats associatifs.

Par ailleurs, l'offre concernant la classe des 0-12 ans est particulièrement importante, mais après 12 ans, cette offre s'effondre. Comment, dans quelle proportion et sur quel quartier agir ?

**Une complémentarité certaine reste à maîtriser entre la Ville et la vie associative.**

Il existe ainsi un souci d'optimisation et d'amélioration des services municipaux et des associations.

En matière de prévention, le rôle des associations est très important et se décline sous forme de convention d'objectifs entre les centres sociaux.

A terme, les 4 centres sociaux, (2 maisons de quartiers sont candidates pour créer 2 centres supplémentaires) gérés par la COGES (qui fédère 18 centres sociaux) vont devenir plus autonomes, et la mairie s'organisera en « plateau coordonnateur ».

Une réflexion a été abordée autour du contrat Temps Libre (contrat avec la CAF): comment le développer, sur quels quartiers ?

Enfin, il a été souligné que l'action du comité de jumelage ne doit pas s'en tenir à l'organisation de festivités mais s'engager dans une véritable coopération décentralisée.

### **La valorisation du patrimoine bâti et paysager : un patrimoine méconnu et peu valorisé.**

Un recensement et une signalisation du patrimoine de la ville ont été réalisés dans toute la partie du centre ville jusqu'à Pichey pour permettre une découverte à pied comme en voiture. La préparation de la signalétique a été effectuée avec le Comité Départemental du Tourisme qui valorisera cela d'ici fin 2004 sous forme d'une plaquette et de panneaux explicatifs et pédagogiques.

Ce travail de valorisation pourrait être indiqué dans le diagnostic. Il pourrait être enrichi par la prise en compte des éléments contenus dans le plan paysage en cours de finalisation par l'A'URBA et par un plan lumière spécifique mettant en valeur le patrimoine bâti ou paysager et les itinéraires (valorisation de Mérignac par ses ambiances nocturnes).

Des visites inter quartiers pourraient être organisées entre conseils de quartier pour une meilleure connaissance de la commune par tous.

### **Les équipements culturels**

L'opportunité réside dans l'ouverture de la médiathèque en plein centre ville, ce qui pourra permettre le lancement d'une politique dynamique autour de la lecture.

L'absence de festival phare sur Mérignac est un manque à combler car ce type d'évènement est particulièrement structurant à l'échelle de la ville. Une étude pourrait être lancée sur ce sujet.

A moyen terme, la synergie entre l'arrivée du tramway, l'ouverture de la médiathèque et la démarche culturelle interassociative représente une véritable opportunité pour la dynamisation du centre ville.

### **Le développement durable dans les écoles, en direction des jeunes**

Une réflexion autour d'un plan de transport des salariés est en cours d'élaboration. Cependant cette réflexion pourrait être élargie au niveau du ramassage des enfants.

Une action a été lancée : « Marchons vers l'école » dans le quartier d'Arlac, qui n'a malheureusement pas dépassé le cadre de l'opération ponctuelle.

De plus, par le biais des maisons de quartiers, une aide auprès des enfants en difficulté est développée.

En ce qui concerne la question de découverte du patrimoine, différentes pistes ont été proposées :

- l'organisation d'un grand jeu de piste des écoliers pour connaître les autres quartiers
- un concours inter école autour du patrimoine

En matière de santé, ce qui est déjà organisé est une journée de sensibilisation et d'information bucco-dentaire dans les écoles ; il existe aussi la semaine du goût organisée dans les centres de loisirs et les écoles.

La ville de Mérignac est pionnière en matière sociale (ouverture de la première crèche en France) mais ce n'est pas pour autant qu'il faut en rester là : la poursuite et l'approfondissement des actions dans ce domaine permettra d'enrayer un certain essoufflement.

Par ailleurs, la notion du temps dans la ville nécessite d'être prise en compte notamment concernant les parents.

Les centres sociaux mènent de nombreuses actions en faveur du développement durable (accès pour tous aux équipements culturels, actions en direction des plus démunis, ...).

## **Gouvernance**

Le diagnostic a mis en relief les déficits de communication interne. Les salariés de la Mairie ne sont pas informés de la demande et des enjeux de l'Agenda 21 par exemple. Cette information est prioritaire. Elle doit être organisée rapidement via les outils existants (intranet, journal les ondes du vivier). Organiser un système permettant aux employés motivés de réagir, de proposer des pistes de travail, des actes à entreprendre serait opportun.

Les chefs de services ont souvent l'impression que leurs idées, leurs propositions ne sont pas assez entendues. Là aussi une forme de mobilisation spécifique autour de l'Agenda 21 reste à imaginer. Des pistes sont à explorer pour réduire les déplacements des employés municipaux (développement du télétravail, comme cela se fait ailleurs, plan de déplacement du personnel...).

## **La démarche du Conseil Général**

Le Conseil Général mène une démarche de développement durable depuis 2 à 3 ans. La démarche est passée par une phase de diagnostic partagé et d'analyse et en est au point de l'élaboration du programme d'action. Ce travail est réalisé en partenariat avec le CMS et le CCAS. Cette démarche a permis de développer entre autre des actions en faveur de l'agriculture biologique.

## ATELIER ENVIRONNEMENT

Du 8 juin 2004

### LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE DE QUALITE

#### ENVIRONNEMENTALE

- *Mettre en synergie les chartes de l'environnement de la Cub et de Mérignac, fixer des ambitions partagées :*
  - Amélioration des connaissances (biodiversité, eau, espaces fragiles,..)
  - Amélioration de l'information sur la qualité de l'air, les pollutions et nuisances
  - La promotion des économies (eau , énergie, ..), et des énergies renouvelables
  - L'amélioration de la gestion des déchets
- *Renforcer la mise en chantier avec les acteurs concernés des axes de travail de la charte de l'environnement ;*
  - Promotion et engagement des actions pédagogiques
  - Développement de la démarche HQE
- Poursuivre la maîtrise des consommations dans les bâtiments et équipements publics

### La ressource en eau

- Une ressource en eau potable mal protégée et qui pourrait devenir insuffisante

- Une politique d'économie d'eau engagée sur la ville mais des progrès à faire

La maîtrise des consommations d'eau potable est un enjeu important pour la ville :

- Dans ses bâtiments et équipements
- En informant et sensibilisant les habitants aux économies d'eau.

Le Point Info Energie peut être un vecteur d'information sur la gestion de l'eau, et plus largement l'environnement.

- La gestion des eaux usées à améliorer

La compétence eaux usées est à la CUB.

Le PLU offre la possibilité de réaliser des assainissements individuels (gestion à la parcelle des eaux), mais cela ne concerne que peu d'installations dans la ville, très urbanisée et bien raccordée.

Certaines habitations ne sont pas raccordées, et la loi oblige les communes à partir de 2005 à assurer le contrôle des installations. La question est : faut-il négocier une délégation à la Cub pour ce contrôle ?

- Les eaux pluviales, une ressource non valorisée

L'eau pluviale relève également de la compétence de la Cub. Le réseau est encore unitaire (eaux pluviales/eaux usées) sur une grande partie de la commune, ce qui entraîne des surcoûts d'exploitation de la STEP et un manque d'optimisation de la gestion des eaux pluviales.

Les nouveaux aménagements ou les requalifications (zones d'habitat, espaces publics, zones industrielles) doivent prendre en compte une gestion plus environnementale des eaux pluviales (fossés et noues sèches, bassins, gestion à la parcelle, récupération des eaux de pluie, toitures végétalisées,...). Le futur technoparc, la zone de Saint Exupéry, la requalification de la zone du Phare sont concernés.

Les habitants peuvent également être informés pour mettre en place des systèmes de récupération des eaux de pluie, l'entretien des fossés, ..

Dans les bâtiments (nouveaux ou à réqualifier), la gestion de l'eau doit faire l'objet d'une attention particulière : récupération des eaux de pluie pour l'arrosage, pour les toilettes (voir accord DDASS), % de perméabilité des sols faible, parking en « green », ... Les opérateurs publics (collectivité, offices HLM,...) mais aussi privés (promoteurs, bailleurs privés,...) sont concernés. L'aéroport est également concerné (charte environnement : maîtrise des rejets, bassins de rétention, ..)

## **La qualité de l'air, un domaine encore peu traité**

La qualité de l'air intérieur est une préoccupation importante (air plus pollué à l'intérieur qu'à l'extérieur), mais encore peu pris en compte. Les questions des matériaux utilisés, des systèmes de ventilation, des produits utilisés pour l'entretien, etc... contribuent à la dégradation de la qualité de l'air intérieur et à l'aggravation des pathologies (asthme, irritations, ...). La collectivité à travers la promotion des démarches HQE dans les bâtiments neufs et les réhabilitations peut mettre en avant cette préoccupation. Elle peut également intervenir dans sa politique d'achat de fournitures, ou bien encore informer et sensibiliser les habitants.

La qualité de l'air extérieur est liée aux déplacements (traité également dans l'atelier n°1), mais également aux équipements. Par exemple, la chaudière au fioul lourd de Capeyron devrait être rapidement éliminée.

L'arrivée du tramway ne résoudra pas le problème des déplacements et de la qualité de l'air qui suppose une forte diminution du trafic automobile. Les axes forts doivent être : la réorganisation du réseau de bus (prévu en 2007), le rabattement vers le réseau de transports en commun (idée d'une navette), les circulations cyclistes et piétons, la ligne de chemin de fer, les liaisons circulaires, la gestion du temps au niveau de l'agglomération (liaisons travail-domicile).

## **Les énergies renouvelables, ressources trop longtemps ignorées**

La démarche HQE est en cours de réalisation sur des projets comme la Maison des Associations et sera engagée sur l'extension de la mairie, la médiathèque ou bien encore la ZAC du centre ville. Pour ce dernier projet, une action forte auprès de la Cub doit être menée.

En matière d'énergie, il est indispensable que la collectivité montre l'exemple.

La collectivité doit engager des actions exemplaires en matière de gestion de l'énergie, comme par exemple :

- L'intégration de l'Eau Chaude Sanitaire Solaire (ECSS) dans tous les nouveaux bâtiments
- L'amélioration de l'isolation et de la ventilation dans les bâtiments existants
- Un objectif de 10% des financements consacrés à la gestion de l'énergie d'ici 4 à 5 ans
- La réalisation d'un bâtiment « phare », du type « toit bleu » : photovoltaïque sur un bâtiment du Technoparc

Le Point info Energie est là pour informer les habitants et les aider à trouver des solutions.

Il est indispensable d'engager des actions également en direction des entreprises et des administrations pour qu'elles réduisent leurs consommations d'énergie et qu'elles utilisent des énergies renouvelables. La collectivité doit s'appuyer sur la CCI, l'Ademe, la DIRE, la DIREN,...

Un travail doit également être fait sur les impayés.



Le guide de l'environnement en préparation peut s'ouvrir à d'autres domaines en liaison avec le CLCV qui édite des plaquettes pour consommer moins avec le Point info Energie.

## **Des espaces naturels encore vivants mais une régression de la biodiversité**

Un repérage doit être réalisé des zones humides, des fossés non entretenus, et plus largement du patrimoine naturel. Un document doit pouvoir répertorier les éléments sensibles du paysage, de la biodiversité, de l'eau de manière à protéger et à mettre en valeur ces espaces. Il s'agit de réaliser un plan de gestion et de préservation du patrimoine naturel (et notamment des arbres remarquables et des espaces boisés à conserver). Le pLu offre déjà un certain nombre d'axes intéressants du point de vue de la gestion des paysages : détermination des coulées vertes, gestion de la campagne péri-urbaine, reconstitution des haies bocagères, zones gelées, zones agricoles (AOC),...

Une information auprès des habitants est à mener pour mieux gérer les espaces verts, notamment en liaison avec le CAUE.

Il s'agit globalement de mener des actions en faveur de la gestion intégrée des espaces verts.

## **Une politique de valorisation des déchets en progression**

En matière de déchets verts, la politique de la ville doit être éclaircie et arrêter le message contradictoire entre l'affirmation de la volonté d'améliorer le service et la limitation nécessaire du service municipal de collecte des déchets verts en porte à porte. Il est nécessaire d'inciter les particuliers à pratiquer le compostage individuel.

Le service des déchets municipaux doit s'améliorer.

Les chantiers à faibles nuisances doivent être généralisés à toute la commune et la commune doit être exemplaire de ce point de vue.

## **Une gestion préventive des risques et des nuisances à renforcer**

### ***La prévention contre les risques naturels concerne les feux de forêt et les inondations.***

Le risque inondation est aujourd'hui très réduit grâce au travail mené depuis plusieurs années.

***Des risques industriels liés à la présence de l'aéroport et de ses industries : il existe un plan de secours et la Préfecture doit remettre un dossier risque d'ici la fin de l'année. Le problème du transport des matières dangereuses doit être pris en compte.***

## **Une politique globale de lutte contre le bruit à mettre en place**

Le bruit doit être limité dans la commune. Les actions à mener contre le bruit sont les suivantes : diminution de la circulation automobile, utilisation du sonomètre, développement de la médiation sociale pour traiter les problèmes de bruit, choix de revêtements moins bruyants, amélioration de l'isolation acoustique des bâtiments et des aménagements, ...

## ATELIER ECONOMIE

Du 16 juin 2004

### **LES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE ECONOMIQUE :**

- Permettre le développement raisonné des activités économiques
- Renforcer la valeur ajoutée et l'excellence économiques
- Développer un pôle environnemental exemplaire
- Appuyer les démarches d'entreprises citoyennes et responsables

### **Mérignac : un pôle économique fort, mais fragile à moyen terme**

*Une économie diversifiée marquée par quelques grands donneurs d'ordre*

- Un pôle industriel et tertiaire moteur du développement : 2 200 entreprises et + de 30 000 emplois
- L'aéronautique et le spatial : moteurs de l'économie régionale : aéroport, Dassault, Eads-Sogerma, ...
- Un tissu important de TPE / PME à soutenir (sous-traitance)
- Une présence forte de la grande distribution : Carrefour, Décathlon, ...: 114 GMS
- Des zones d'activités attractives mais vieillissantes à terme et des projets de nouvelles zones ou de requalification (Technoparc, Saint Exupéry, le Phare, Mérignac Soleil, ..)
- La présence d'une agriculture péri-urbaine et notamment une production viticole
- Le développement du tourisme d'affaires (Pin galant, projet de l'aéroport,..)

### **Aéronautique-Défense-Spatial**

Dans le secteur ADS (aéronautique-défense-spatial), on note un temps d'évolution différent selon les activités, répondant à deux logiques :

- Une externalisation / délocalisation des activités à faible valeur ajoutée. Ainsi, la Sogerma délocalise ses activités de maintenance vers l'Asie et l'Afrique du Nord.
- Une sur-représentation des TPE de sous-traitance qui ont des difficultés à répondre aux grands donneurs d'ordre et avec la difficulté supplémentaire de la transmission de ces entreprises souvent familiales.

Le sujet est complexe. Il y a peu de sous-traitants de premier rang et les sous-traitants de second et troisième rang vont souffrir du fait des délocalisations, également en direction de l'Europe de l'Est, où il y a une main d'œuvre qualifiée et peu onéreuse.

Un des points positifs est que ces délocalisations sont également l'occasion de mettre en œuvre de nouveaux partenariats avec ces pays.

L'activité ADS très fortement représentée à Mérignac est fortement sujette à des évolutions cycliques qui s'accroissent et bouleversent régulièrement l'économie et l'emploi local. La difficulté est bien entendue le poids de cette mono-activité de la commune.

En matière de R&D et de transfert de technologie sur les questions environnementales, comme par exemple l'évolution des ressources énergétiques et leur application au secteur ADS, on est encore assez loin des préoccupations directes (du type mutation à terme des carburants), bien qu'une veille, notamment dans le secteur militaire est menée, mais également dans le secteur civil (satellites de nouvelle génération permettant une amélioration des systèmes de propulsion). Le marché cependant n'est pas encore mûr pour mettre en œuvre des technologies nouvelles plus environnementales dans le secteur ADS.

Parallèlement, la recherche fondamentale qui s'intéresse à ces questions n'est pas située dans la région. Et les marges de manœuvre de la collectivité sont faibles.

Une des marges de manœuvre de la collectivité repose sur l'appui à la structuration du tissu des sous-traitants de premier ordre, permettant plus de valeur ajoutée, plus de R&D et transfert de technologie et une baisse des marchés accordés aux moins-disants.

Le secteur de la sous-traitance est marqué par les difficultés de transmission, le manque de formation et de qualification, la mono-clientèle.

Il s'agit alors de « tirer vers le haut » ces activités :

- Développer la formation
- Améliorer la qualification
- S'initier à la veille technologique
- Rassembler les structures

Deux intervenants sont au cœur de ce processus :

- Les financeurs et les stratèges comme par exemple la Région
- L'ingénierie territoriale, comme par exemple Technowest, la CCI, la Chambre des Métiers.

Les stratégies de regroupement des entreprises est complexe à mettre en œuvre et parfois est impossible du fait du secret défense.

Au-delà du secteur ADS, il existe un tissu diversifié d'entreprises sur Mérignac qui en constitue une des forces en terme de développement.

## **Les zones d'activités**

Le projet de Technoparc a pour vocation le regroupement d'entreprises, la mise à disposition de logistique, de services, de plateaux ouverts pour les entreprises, d'incubateur,... pour accroître la valeur ajoutée de ces secteurs et la création et le développement d'entreprises.

En ce qui concerne la requalification des zones d'activités, il y a plusieurs cas :

- Les requalifications spontanées des zones datant des années 60. C'est le cas par exemple de la zone de l'hippodrome qui se requalifie par une mutation des activités productives vers des activités commerciales. La question est : est-ce une bonne chose. Le développement des zones commerciales n'est pas forcément un atout à long terme pour la commune. Par ailleurs, les requalifications doivent être économiques, environnementales et sociales.

- Les requalifications lourdes entreprises par la CUB : exemple du Phare et des Sites d'Intérêt Métropolitain (SIM). Les travaux envisagés concernent la voirie, le paysage et la signalétique.
- La requalification commerciale : exemple de Mérignac Soleil qui permet à la fois une requalification urbanistique mais également économique par une mutation et un renouvellement des enseignes (étude en cours).

Il apparaît important de développer des démarches collectives d'amélioration de la qualité environnementale sur les zones d'activités (traitement des déchets, gestion de l'eau, de l'énergie, de l'air, ...) existantes ou à créer. La question de la sécurité des zones d'activités doit également être prise en compte au même titre que l'environnement (souvent non contradictoire, au contraire).

Parallèlement, le travail au noir est également un point qui mériterait une attention particulière. Le traitement des zones d'activités nécessite ainsi une véritable approche globale et intégrée prenant en compte l'ensemble des éléments : urbanisme, économie, environnement, emploi, sécurité, ...

La question de la mixité des zones urbaines reste posée, et encore mal traitée dans le cadre de l'élaboration du PLU. Le débat sur la mixité est loin d'être tranché. Si la mixité des fonctions est nécessaire, elle n'est pas forcément intelligente partout. Sur certains sites, il y a un risque de disqualification par la possibilité d'implanter des activités qui ne correspondraient pas à l'image de ces sites.

## **L'agriculture péri-urbaine**

En ce qui concerne l'agriculture péri-urbaine, il est intéressant de noter ce qui se passe en dessous de la VDO. Des terrains ont été gelés au niveau de l'urbanisme (PLU en cours) de manière à valoriser des activités agricoles de loisirs (loisir équestre), de protéger et mettre en valeur des terrains viticoles, classés en AOC et qui méritent une attention particulière de la commune.

## **Des démarches d'entreprises responsables encore balbutiantes**

- Peu de démarches environnementales dans les entreprises : 3 entreprises ISO 14001,
- Plan de Déplacement des Entreprises en cours
- Volonté de refuser les entreprises polluantes,
- Une politique foncière pour maîtriser la consommation d'espace et une offre de qualité
- 8 entreprises figurant dans les indices boursiers socialement responsables (ISR), la politique sociale de Décathlon, la présence de MSF, ...
- Peu d'entreprises très performantes du point de vue de l'environnement

## **L'aménagement durable**

En ce qui concerne les nouveaux Sites d'Intérêt Métropolitain (SIM), dont Technoparc fera partie, la CUB envisage d'engager la réalisation d'une Charte Environnement et la certification HQE (Haute Qualité Environnementale) des aménagements et des bâtiments.

Les requalifications, dont la zone du Phare, pourraient également faire l'objet de démarche de type HQE.

Une des questions de l'introduction de la démarche HQE est la mobilisation des promoteurs autour de ces questions. La collectivité a un rôle moteur à jouer pour le développement de la démarche HQE, notamment en travaillant sur les équipements publics (pépinière, incubateur, bâtiment relais, ..). Le secteur du BTP est très bien informé sur ces démarches. Les aménageurs sont aujourd'hui mobilisés sur ces questions de qualité environnementales et la qualité des zones constitue un véritable « plus » indispensable pour l'accueil d'entreprises. La qualité environnementale fait partie des services à rendre aux entreprises.

Sur la question des entreprises présentes sur le créneau de l'environnement, à noter une grande surface de produits surgelés bio qui vient de s'installer sur la commune.

Certaines entreprises engagent également des démarches sociales : handicap, charte pour l'emploi, ...

## **Le management environnemental**

En ce qui concerne les démarches de type ISO 14001 (management environnemental), les entreprises locales, et notamment les TPE et PME restent encore surtout sur le modèle ISO 9001 (qualité) et ne passeront à l'ISO 14001 que forcées par les donneurs d'ordre, ce qui est cependant de plus en plus le cas du marché. La coutume la plus répandue reste encore le moins-disant dans le secteur.

La mise en œuvre du management environnemental représente un coût important au démarrage, surtout en temps, même si ce coût est rapidement récupéré sous forme d'économies de gestion (eau, énergie, déchets,...). Le management environnemental ne doit pas être forcément jugé à l'aune du nombre d'entreprises étant certifiées en ISO 14001, la démarche de management environnemental pouvant prendre d'autres formes notamment intermédiaires.

Une des pistes de travail est de fédérer les TPE/PME sur des démarches simplifiées communes. Bordeaux Aquitaine Environnement accompagne les entreprises dans ces démarches à travers notamment des échanges d'expériences et des systèmes simplifiés pour les TPE/PME.

Des expériences sont menées sur l'agglomération, par exemple à Pessac, qui permettent de sensibiliser les entreprises à la gestion des déchets, à la réduction des consommations d'eau ou d'énergie, à l'amélioration de la signalétique, etc...

Les démarches de management environnemental doivent concerner à la fois les entreprises en interne et les zones d'activités, la collectivité pouvant montrer l'exemple à travers des actions sur les zones d'activités et en appuyant les démarches d'entreprises avec l'aide des partenaires locaux.

## **Le BTP et la qualité environnementale**

Un des secteurs les plus concernés par l'environnement est le secteur du BTP que l'on a tendance à sous-estimer dans la commune alors qu'il est un secteur important tant financièrement qu'en terme d'emplois. Ces entreprises sont notamment implantées sur la zone du Phare.

Les entreprises du BTP interviennent sur des chantiers sur lesquels on leur demande de plus en plus de respecter et de valoriser l'environnement (chantier à faibles nuisances, traitement écologique du paysage, des VRD, ...), elles produisent une quantité très importante de déchets et doivent trouver des sites de traitement de leurs déchets (spéculation foncière en hausse sur cette question).

Elles sont également pourvoyeuses d'emplois, bien que leur demande soit rarement satisfaite. Enfin, elles ont besoin que l'on améliore leur image, souvent négative. A l'image du centre de recherche d'Eurovia, situé sur la commune et très en pointe sur les questions environnementales, les entreprises du BTP interviennent sur la qualité environnementale (revêtements, poreux, traitement des pollutions (routes, matériaux, air, ..), acoustique, ...

## Une population qualifiée, un pôle d'emploi fort mais un manque de structuration de l'accompagnement social

- Un niveau de formation plutôt élevé et toujours plus important
- Une offre de formation favorisant la poursuite des études (proximité des grands centres de formation + 13 organismes de formation sur la commune et 6 structures de formation supérieure ou en alternance)
- Une population qui travaille à l'extérieur de la commune (de nombreux déplacements domicile-travail)
- Un taux de chômage inférieur à la moyenne, les femmes plus touchées que les hommes
- Des démarches d'insertion en cours à renforcer

On note une inadéquation du tissu économique et de la forme urbaine de Mérignac qui produit une inadéquation entre les habitants et les emplois proposés et donc des déplacements domicile-travail toujours plus importants. Cette tendance est lourde et difficile à modifier.

Le multifonctionnalité sur Mérignac a des limites notamment du fait de la présence de l'aéroport et des zones non urbanisables en logements. 1/3 de la commune ne peut accueillir de logements. La question de la qualité de vie est donc bien, à partir de ces contraintes fortes, qui pèsent sur la structure de la ville (ville « coupée en deux » par la rocade et les fonctions de chaque côté de la rocade), de proposer des améliorations.

On note un manque de structures d'insertion par l'économie. Des chantiers d'insertion pourraient voir le jour, mais il y a un réel déficit en matière d'insertion par l'économie dans la ville. Des associations intermédiaires pourraient également voir le jour.

Il est important de développer les liens entre la collectivité et les structures d'insertion par l'économie. De même, il est important de nouer des liens entre le développement social et le développement économique qui culturellement tendent à s'ignorer. Les expériences en cours montrent cependant que l'insertion par l'économie est un facteur de réussite et d'appui aux personnes défavorisées mais également au milieu économique.

Une réflexion est engagée sur l'introduction de clauses sociales dans les marchés publics, il faut mener cette réflexion jusqu'au bout et la généraliser. Une plate-forme pour l'emploi, un club des entreprises, une mission locale existent, il faut continuer de développer des appuis de ce type.

Il s'agit ici également de procéder à un changement de pratique et de culture pour qu'une réelle coopération se mette en œuvre entre le monde économique et le monde social pour améliorer la qualité de vie et de travail de tous. La collectivité a un rôle important à jouer dans ce changement de pratiques.

## Une dépendance vis à vis de l'appui au développement économique

- Le potentiel de R&D et de transfert de technologie qui repose sur les entreprises privées : des entreprises innovantes et pas structure de transfert de technologie
- Des structures d'appui existant à différents niveaux : Bordeaux Technowest, BRA, Club d'entreprises de Mérignac, ..
- Un dispositif régional d'aide à la création d'entreprises (2ADI), sociétés de capital risk et un projet d'incubateur aéronautique et spatial à Mérignac
- Pas d'appui spécifique sur le secteur de l'environnement
- Un projet de réseau de fibre optique sur la CUB

L'appui au développement économique dépend de nombreux acteurs, parmi lesquels par exemple. La Région en tant que financeur et la CUB en tant qu'aménageur. Il y a une illisibilité de l'appui au développement économique et un manque de structuration qui nuit au développement économique. Mérignac a mis en place une coopération avec les partenaires et les entreprises et le chemin se fait petit à petit. Par exemple, le projet de Technoparc a pour vocation de renforcer les activités de R&D et de transfert de technologie sur la commune. La création d'un incubateur est un élément fort du projet.

Le transfert de technologie est un aspect essentiel du développement économique et peut contribuer au développement durable par une réflexion sur les technologies à favoriser pour une amélioration de la qualité de vie. Les choix technologiques plus satisfaisants environnementalement, socialement et économiquement concernent tout aussi bien les matériaux, les procédés, les ressources, ... La collectivité peut intervenir sur les appuis qu'elle envisage auprès des entreprises pour améliorer le mode de développement.

Cette approche suppose un changement culturel et de pratiques dans la façon d'aborder le développement économique local, qui doit pouvoir aller au-delà de la seule logique de marché et pouvoir également prendre en compte les besoins actuels et futurs des populations et les impacts des actions en matière sociale et environnementale. Mérignac pourrait se positionner sur cette nouvelle approche d'un développement économique raisonné.





**ANNEXE 4**  
**COMPTE RENDU DES REUNIONS DE COMITE DE PILOTAGE ET COMITE**  
**TECHNIQUES**

- \* Réunion avec le comité technique de l'Agenda 21 du 8 juin 2004**
- \* Réunion avec le comité technique de l'Agenda 21 du 30 juin 2004**
- \* Compte rendu du Comité de Pilotage du 6 juillet 2004**



## Commune de Mérignac

### Réunion avec le comité technique de l'Agenda 21

Du 8 juin 2004

#### Ordre du jour :

- *validation du questionnaire*
- *mise au point sur le programme d'action*
- *planification des futures rencontres*

#### Calendrier des réunions, rencontres et publications :

- article édité dans Mérignac Ville Verte le 30 juin pour arriver dans les boîtes aux lettres le 12 juillet 2004
- Réunion avec le comité de pilotage le 6 juillet 2004 à 14h30
- Forum des associations : le 11 septembre 2004
- Forum des Etats Généraux de la vie associative : début octobre, accompagnée de l'inauguration de la maison des associations
- Forum Agenda 21 le samedi 6 novembre 2004 de 9h30 à 13h.

Il y sera prévu l'intervention d'une personnalité avec la présence de la presse.

Le contenu de ce forum : présentation générale de l'agenda 21 puis mise en place d'ateliers thématiques. Un bilan sera effectué à la fin ces ateliers.

#### Le questionnaire destiné à la population :

Ce questionnaire est à destination des Mérignacais et doit les interpeller sur le devenir de leur commune et sur leur vision de la ville.

Les thèmes et types de questions à reprendre dans le questionnaire sont les suivants :

Avez-vous déjà entendu parlé du PDE ? Du développement durable ? Qu'est ce que c'est pour vous le développement durable ?

Etes vous prêts à laisser votre voiture pour prendre le tramway ?

Quelles sont les conditions requises pour que vous preniez le tramway ? (Parc relais, tarification...)

#### Les ateliers thématiques

Il est préconisé d'envoyer les synthèses du diagnostic avec les comptes rendu des ateliers afin que les acteurs concernés puissent s'exprimer et être informés de l'organisation du forum Agenda 21.

Il s'agira de viser un public plus large dans les personnes cibles, comme par exemple les associations sportives.

#### Plan d'action

##### *Aménagement durable :*

- la démarche HQE a été mise en place dans l'élaboration de la maison des associations et dans la restructuration de l'hôtel de ville. Il faudrait systématiser cette démarche.

- Un cahier des charges type systématique doit être élaboré sur les chantiers à faibles nuisances. Un guide des bonnes pratiques devrait être également réalisé.
- Une communication en interne doit être menée en priorité auprès des agents de maîtrise.

***Développement économique :***

- dans les remarques faites, on constate l'absence du lien entre l'emploi et l'économie, sur l'accueil des entreprises et sur les entreprises déjà existantes.

***Qualité environnementale***

- un groupe de travail a été mis en place sur la cuisine centrale afin de garantir une certaine traçabilité : anti OGM, développer la cuisine biologique... l'objectif est d'atteindre 10% d'approvisionnement en produit biologique dans la cuisine centrale.
- Une campagne de sensibilisation sur l'économie d'énergie a été mise en route au sein des services municipaux.
- Le plan d'équipement pour la crèche a intégré la mise en place d'un système d'eau chaude solaire
- Une budgétisation pourrait être faite pour les démarches d'économies d'énergies.
- Penser au développement du photovoltaïque ou à la géothermie ; dans la ZAC du centre ville est prévu un système de co-génération de la chaufferie.
- 4 sites sont déjà équipés de panneaux solaires.
- Une expertise fine doit être élaborée afin de mettre en afin d'évaluer les besoins et la nécessité d'équipement des bâtiments
- Le point d'info énergie développé par l'Ademe et le siège de l'AIRACQ sur Mérignac sont des relais essentiels dans la mise en place d'une démarche de qualité environnementale.
- Les panneaux d'informations sur les opérations ou la démarche HQE a été mise en œuvre doivent être systématisés.



## Réunion avec le comité technique de l'Agenda 21

Du 30 juin 2004

### Ordre du jour :

- **validation du questionnaire**
- **programmation de l'élaboration de la synthèse du diagnostic**
- **proposition d'adhérer à des chartes officialisant la démarche Agenda 21**
- **discussion sur l'organisation des différents Forum prévus à l'automne 2004**

### Calendrier :

- Mardi 6 juillet 2004 : réunion du comité de pilotage afin de déterminer les grands axes stratégiques de l'Agenda 21. Celle-ci sera suivie d'une série de réunions afin d'affiner ces premiers axes.
- Diffusion des synthèses des ateliers thématiques par la mairie courant juillet
- Diffusion de la synthèse du diagnostic sur le site Internet de la mairie en automne 2004, après une validation par les élus.
- Forum des associations le 11 septembre 2004
- Forum organisé par la CUB le 26 et 27 octobre 2004. une intervention de la Ville de Mérignac est prévue au sein du stand du domaine économique.

### Le questionnaire

Le questionnaire sera publié dans le journal « Merignac, Ville verte », téléchargeable sur le site Internet de la mairie et dans tous les centres de loisirs et les mairies annexes.

Une remarque : il est important de mettre à la disposition du public un crayon.

Son traitement sera effectué par le bureau d'études CRP Consulting grâce au logiciel sphinx.

### La synthèse du diagnostic

Les bureaux d'études Urbanisme et Acoustique et CRP Consulting diffuseront la synthèse du diagnostic au sein de la municipalité. Sa diffusion sur le site Internet de la mairie, en septembre 2004, devra être approuvée par l'ensemble des élus.

Ce document permettra aux habitants de Mérignac de prendre connaissance des enjeux territoriaux afin de participer activement aux débats qui auront lieu au cours du forum Agenda 21.

Un suivi des remarques effectuées par la population sur le site Internet de la mairie sera pris en charge par les bureaux d'études. Ce retour permettra d'enrichir le diagnostic partagé de l'Agenda 21. Ce dernier sera finalisé une fois que l'ensemble des remarques de la population et des élus auront été recueillies.

### Le forum de la CUB

La CCI, co-organisatrice de ce forum, a contacté F. Descoubes afin qu'il intervienne dans le domaine économique. Cette intervention permettra d'intégrer la notion de développement durable au développement économique.

### **Le forum des associations**

Un stand agenda 21 va être mis en place. Pour l'agréments il est possible de faire appel à l'ADEME qui peut fournir différents supports de communication.

### **Le forum agenda 21**

L'exposition qui a été réalisé durant la semaine de développement durable par l'ARPE (Agence Régionale Pour l'Environnement de Midi-Pyrénées) pourra être sollicité durant ce forum. Le déroulement de la séance plénière est envisageable dans la maison des associations. Les différents ateliers s'effectueront au sein des locaux de la mairie. Une personnalité sera conviée à ce forum, le choix dépend des axes stratégiques adoptés.

### **Les chartes**

Le Conseil Général de la Gironde et le Conseil Régional de l'Aquitaine se lancent officiellement dans l'élaboration d'un agenda 21.

Ainsi l'engagement dans la charte d'Alborg est préconisée afin d'officialiser la démarche agenda 21. Elle est consultable sur Internet :

<http://www.iclei.org/europe/ac-frnch.htm>

Dans le souci de conforter la démarche volontariste de la ville de Mérignac, une prise de contact voir un partenariat avec la Ville de Marmande (seule autre ville engagée dans la démarche agenda 21 sur l'aquitaine) pourront être envisagés.

Pour dynamiser le service de coopération décentralisée, la signature de la charte de la coopération décentralisée pour le développement durable serait opportune. Par ailleurs la mise en place un partenariat avec l'association Médecin Sans Frontière pourrait être intéressant.

**Commune de Mérignac**

Elaboration d'un Agenda 21 local

## Compte rendu du Comité de Pilotage du 6 juillet 2004

---

### **Les objectifs de la réunion**

- Faire le point de l'avancement de la démarche
- Débattre de la stratégie de développement
- Définir des axes stratégiques
- Penser la suite

### **I - L'état d'avancement de la démarche**

- **Diagnostic réalisé** : phase de communication publique en direction des habitants : en cours
- **Stratégie** : démarrage
- **Plan d'actions 2004-2005** : en cours
- **Plan d'actions à long terme** : à établir suite aux choix stratégiques
- **Participation** : à poursuivre dès la rentrée
- **Communication** : en cours
- **Evaluation** : en cours

### **II - L'Agenda 21 local, un choix politique**

La place accordée au Développement Durable est déterminante dans la lecture de la politique de la ville :

- *soit le Développement Durable est un point parmi les actions de la ville : il s'agit alors d'une prise en compte des paramètres d'environnement*
- *soit le Développement Durable est l'axe fédérateur de la politique et il interroge et modifie le projet de ville*

### **III - L'Agenda 21 local, pourquoi faire ?**

- Un diagnostic qui pose des enjeux (Atout/faiblesses et Opportunités/menaces)
- Des solutions à construire en s'appuyant sur de la concertation, mais avant tout : il n'y a pas de réponses indépendantes de la volonté politique

## **IV - Mérignac dans 15 ans : quelle identité ?**

### ***Réponses des élus :***

Cette question s'articule autour de trois éléments :

- ⎧ Quelle identité au sein de l'agglomération ? Mérignac sera-t-il porteur ?
- ⎧ Quelle structuration dans l'espace ?
- ⎧ Quels axes politiques ?

Les éléments important à mettre en évidence sur Mérignac sont de deux ordres :

- des services sociaux très important
- l'aménagement / l'édification

Ces derniers devront être enrichis dans l'avenir en prenant en compte des préoccupations plus globales (comme par exemple le plan canicule), à l'échelle de l'agglomération et à l'échelle de la planète.

### ***Une continuité de la pensée politique depuis des décennies***

Seulement deux maires se sont succéder depuis la libération ce qui démontre une réelle continuité de penser et d'agir.

Le premier maire était horticulteur de formation, avec une certaine sensibilité aux problématiques urbaines et une vision de l'espace qui n'était pas celle des « grands ensembles », intégrant une certaine mixité urbaine.

Les règles de vie et la vision d'un village ont ainsi été maintenues, en essayant toutefois de coller aux réalités. Une résidence pour les personnes âgées en milieu ouvert, intergénérationnelle fonctionne particulièrement bien.

### ***Un renouvellement élevé de la population qui nécessite une souplesse politique au fil du temps***

L'ambition d'innovation de Mérignac doit considérer l'évolution sans cesse de la population : 40% de la population change tous les 6 ans. Cette évolution implique de fait une évolution et un changement des besoins.

La population se sent de plus en plus concernée par l'évolution de leur quartier et nombreux sont ceux qui veulent prendre la parole.

L'intégration de la population et une amélioration de la concertation sont essentiels dans l'avenir. L'association de la population au développement de la commune est en cours d'évolution sur Mérignac.

### ***Bilan des trois sphères du développement durable :***

- le développement économique a toujours été un facteur favorable sur Mérignac, dû notamment à la présence de l'aéroport qui a été porteur « naturellement » de développement économique. Cependant, il a aussi été porteur de nombreuses nuisances qu'il faut traiter aujourd'hui.



- Le volet social a toujours été exprimé comme une réelle volonté d'exemplarité de la municipalité. En effet, rares sont les villes qui ne font aucune discrimination entre les habitants de la ville et les habitants extérieurs.
- L'environnement : le slogan « Mérignac Ville verte » relate bien la volonté de la ville.

Par ailleurs, la volonté municipale de passer du quantitatif au qualitatif s'est traduite dans les différents documents d'urbanismes et chartes (charte de l'environnement, charte commerciale communautaire, PDU..).

***Face à la vision à 15 ans, quelques questions restent en suspens :***

*Quelques contraintes...*

- Quel paysage institutionnel auront nous ?
- quelle sera la marge de manoeuvre de Mérignac par rapport à la CUB ? L'aspect volontariste de Mérignac sera-t-il maintenu ?

*Les émergences dans 15 ans : difficiles à évaluer...*

- quelle sera dans 15 ans la situation de l'aéroport ?
- Quel impact social, économique, environnemental produira l'arrivée du tramway ?
- La situation des grandes zones commerciales sera-t-elle encore viable ?
- quel levier se donner pour faire du développement économique ?
- quelle sera la situation financière (une volonté politique sociale mais une nécessité de réduire les charges de fonctionnement) ?

*...dépassant parfois le cadre de la municipalité...*

- la délocalisation du tissu d'entreprise ?
- la CUB au suffrage universel ?
- le transfert de compétence va-t-il entraîner une baisse de pouvoir ?

***Mérignac appartient à Bordeaux : une notion à ne pas oublier***

L'appartenance de Mérignac à la ville de Bordeaux est une notion importante à prendre en compte dans une vision sur le long terme. La notion de grande ville ne peut que se renforcer dans l'avenir.

Cependant le devoir de la Ville est de respecter les besoins des Mérignacais. L'ouverture du cinéma dans le centre de Mérignac, alors que la plupart fermaient aux alentours, en est une illustration.

Plus une ville a un projet fort et plus elle peut s'affirmer sur l'agglomération. La construction de la médiathèque en centre ville va être un des éléments fédérateur du centre. Le choix de centraliser cet équipement plutôt que de l'installer dans des sites éclatés a été fait dans le but de restructurer le centre de Mérignac. Cependant, les centralités de quartiers ont aussi leur importance dans la vie Mérignacaise et doivent être considérées.

Mérignac fait parti de Bordeaux mais avec sa propre identité, sa propre image, son cadre de vie. En effet, Mérignac, ville de 65 000 habitants, est adossée à Bordeaux avec un pouvoir économique commercial et un attrait environnemental non négligeable.

Mérignac a la chance d'être encore une ville à échelle humaine, avec une cohésion sociale, culturelle et des services très présents. C'est tout ce potentiel que Mérignac doit mettre en avant et préserver au sein de l'Agenda 21.

***Les coopérations***

La voie communautaire n'est pas la seule voie de coopération à l'échelle d'une agglomération.

Les coopérations de la ville se sont surtout mises en place autour du domaine de l'emploi et du domaine économique et notamment pour l'installation du pôle techouest.

Un engagement de la CUB dans une politique affirmée de développement durable permettrait une meilleure coordination et complémentarité avec Mérignac.

### ***Le forum Agenda 21 : quel débouché ?***

La finalité du forum est que les citoyens s'approprient le projet de développement durable de leur ville et nous fasse part de leurs attentes, de leurs besoins afin d'enrichir le diagnostic de l'Agenda 21.

### ***Une feuille de route reste à construire...***

Si on veut maintenir les potentialités et l'identité et le cadre de vie actuel de Mérignac, il est indispensable d'établir un cahier de bord mettant en avant les axes directeurs à ne pas dépasser.

### **Les prochains rendez-vous :**

- Un deuxième comité de pilotage interne en septembre pour arrêter la stratégie
- Un Comité de pilotage élargi en octobre pour enrichir et valider la stratégie
- Les ateliers du Forum 21 pour associer les citoyens et les socioprofessionnels

Ce forum sera organisé le samedi 6 novembre à la Maison des associations. Une personnalité y sera conviée afin de faire part au public de son expérience et de son témoignage.

## ANNEXE 5 LA DEMARCHE HQE

La démarche qualité environnementale est un processus de conception et/ou d'accompagnement de projet qui consiste à tenter de minimiser, à chaque stade d'un programme (d'aménagement, de réhabilitation, de construction ou de déconstruction) les impacts négatifs, les risques sur la santé physique et morale des personnes, les perturbations apportées aux équilibres biologiques naturels, ainsi que les prélèvements de matières premières, de biomasse et d'énergie. (dit autrement ; il s'agit de minimiser, supprimer et/ou compenser les impacts négatifs locaux et globaux, directs et/ou indirects ou différés, dans l'espace et dans le temps, sur la faune, la flore, les écosystèmes, la qualité de vie, les ressources pas, peu, difficilement ou coûteusement renouvelables)

Cette démarche se construit sur trois piliers :

1. l'inventaire détaillé des besoins et exigences réglementaires et sanitaires, en intégrant le contexte écologique, y compris avec une vision prospective.
2. l'état actuel et provisoire des connaissances scientifiques, en appliquant le principe de précaution (re-citer sa définition)
3. les intentions précisées du Maître d'Ouvrage (si possible préalablement éclairé et accompagné d'experts compétents), comprenant la méthode prévue pour l'évaluation et les rétro corrections éventuellement nécessaires au cours de la vie du projet ou de l'objet construit.

L'HQE, la Haute Qualité Environnementale est la dénomination pour une approche écologique de la construction.

La qualité environnementale des aménagements consiste à maîtriser les répercussions sur l'environnement extérieur et à créer un environnement intérieur sain et confortable. Elle permet également d'économiser l'énergie (électricité, chauffage,...) et d'assurer le développement durable (éco-produit, suppression des émissions de gaz, économie d'eau, tri des déchets,...)

La Qualité environnementale des bâtiments consiste à maîtriser les impacts des bâtiments sur l'environnement extérieur et à créer un environnement intérieur sain et confortable. Il s'agit d'une réponse opérationnelle à la nécessité d'intégrer les critères du développement durable dans l'activité du bâtiment.

La qualité environnementale suppose une prise en compte de l'environnement à toutes les étapes de l'élaboration et de la vie des bâtiments : programmation, conception, construction, (gestion, utilisation), démolition...

Tous les acteurs de la construction sont concernés, ils doivent donc agir de manière concertée.

Cette méthode s'appuie à la fois sur l'organisation que se donne le maître d'ouvrage (le management) et les objectifs à atteindre qu'il se fixe. Cette démarche a pour objectif d'associer tous les acteurs du bâtiment d'enrichir son contenu (exigences, évolution...) sur la base des retours d'expérience.

**14 cibles** pour aider les Maîtres d'Ouvrages à structurer leurs objectifs

<b>MAITRISER LES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR</b>	<b>CREER UN ENVIRONNEMENT SAIN ET CONFORTABLE</b>
<b><u>ECO-CONSTRUCTION</u></b>	<b><u>CONFORT</u></b>
1. Relation harmonieuse bâtiments-voisinage. Bonne intégration dans le paysage (vue extérieure, vue depuis l'intérieur,...)	8. Confort hygrothermique (ventilation, température, hygrométrie,...)
2. Choix des procédés et produits de construction. Utilisation de matériaux sains et nécessitant le moins d'énergie et de transport possible	9. Confort acoustique (émission, matériaux, isolation,...)
3. Chantier à faible nuisance (bruits, déchets, pollution des sols, de l'air,...)	10. Confort visuel (ambiance, esthétique, ergonomie des lieux, lumière naturelle,...)
	11. Confort olfactif (émission, ambiance,...)
<b><u>ECO-GESTION</u></b>	<b><u>SANTE</u></b>
4. Gestion de l'énergie (optimisation de l'utilisation de l'énergie (chauffage, lumière,...), énergie renouvelable, rendement,...)	12. Conditions sanitaires des espaces (entretien, éviter les acariens,...)
5. Gestion de l'eau (utilisation de l'eau pluviale, recyclage,...)	13. Qualité de l'air intérieur (ventilation, éviter les gaz des matériaux)
6. Gestion des déchets d'activité (gestion optimisée et facile, minimisation,...)	14. Qualité de l'eau (origine, recyclage,...)
7. Gestion de l'entretien et de la maintenance (aisé et peu énergivore)	

Il paraît évident que ces objectifs sont intéressants à atteindre rapidement, car nous passons plus ou moins de 80% de notre temps à l'intérieur de bâtiments (logement, travail, école,...) et que l'évolution de l'environnement dépend énormément des actions que nous prenons.

## ANNEXE 6

### CHARTRE DES VILLES EUROPEENNES POUR LA DURABILITE (CHARTRE D'AALBORG)

-----

***(adoptée par les participants à la Conférence européenne sur les villes durables qui s'est tenue à Aalborg, Danemark, le 27 mai 1994)***

---

**1ère partie:** Déclaration commune: les villes européennes pour la durabilité

**2ème partie:** Campagne des villes européennes durables

**3ème partie:** Participation au processus local de l'Action 21: plans locaux d'action en faveur de la durabilité

La Charte d'Aalborg a été approuvée par les participants lors de la conférence européenne sur les villes durables, qui a eu lieu à Aalborg, au Danemark, du 24 au 27 mai 1994, sous l'égide de la Commission européenne et de la ville d'Aalborg, et organisée par l'International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI) (Conseil international pour les initiatives environnementales locales). Le projet de Charte a été élaboré par l'ICLEI, avec l'aide du ministère du développement urbain et des transports du land de Rhénanie Westphalie en Allemagne, et de la Commission européenne (DG-XI et groupe d'experts "environnement urbain").

La Charte d'Aalborg a été signée au départ par 80 autorités locales européennes et 253 représentants d'organisations internationales, de gouvernements nationaux, d'instituts scientifiques, consultants et personnes privées. En signant la Charte européenne, les villes se sont engagées à soutenir le programme de l'Action 21 et à élaborer des plans d'action globaux à moyen et à long terme en vue de garantir la durabilité des villes européennes.

Le projet de Charte a été discuté par plus de 600 participants dans les 36 ateliers de la conférence d'Aalborg. La plupart de leurs commentaires et suggestions ont été incorporés dans le texte final. Cependant, les rédacteurs de la Charte estiment qu'un bon nombre des propositions doivent être complétées ou précisées, et que la discussion doit nécessairement se poursuivre.

Il a donc été proposé de confier ce travail à l'équipe de coordination de la campagne. Une nouvelle version de la Charte sera soumise aux participants lors de la deuxième conférence européenne sur les villes durables, qui aura lieu à Lisbonne, au Portugal, en septembre 1996.

## **1ère partie**

### ***Déclaration commune: les villes européennes pour la durabilité***

#### **I.1 Le rôle des villes européennes**

Nous, villes européennes, signataires de la présente charte, déclarons qu'au fil de l'histoire, nous avons connu des empires, des Etats et des régimes et leur avons survécu, que nous avons subsisté comme centres de la vie sociale, supports de nos économies et gardiens de la culture, des héritages et des traditions et qu'avec les familles et les communautés voisines, nous avons été les organisations de base de nos sociétés et de nos Etats, les centres de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, de l'éducation et du pouvoir.

Nous comprenons qu'aujourd'hui notre mode de vie urbain, et en particulier nos structures - répartition du travail et des fonctions, occupation des sols, transports, production industrielle, agriculture, consommation et activités récréatives- et donc notre niveau de vie, nous rendent essentiellement responsables des nombreux problèmes environnementaux auxquels l'humanité est confrontée. Cela est d'autant plus vrai que 80% de la population européenne vit dans des zones urbaines.

Nous avons pris conscience que les niveaux de consommation des ressources par les pays industrialisés ne peuvent satisfaire l'ensemble de la population actuelle, et encore moins les générations futures, sans détruire le capital naturel.

Nous sommes convaincus qu'une vie humaine durable ne peut exister sur cette terre sans collectivités locales durables. L'autorité locale est proche des problèmes environnementaux et la plus proche des citoyens; elle partage les responsabilités avec les autorités compétentes à tous les niveaux, pour le bien-être de l'homme et de la nature. Les villes ont donc un rôle essentiel à jouer pour faire évoluer les habitudes de vie, de production et de consommation, et les structures environnementales.

#### **I.2 La notion et les principes de la durabilité**

Nous, villes, comprenons que le concept de développement durable nous conduit à fonder notre niveau de vie sur le capital que constitue la nature. Nous nous efforçons de construire une justice sociale, des économies durables, et un environnement viable. La justice sociale s'appuie nécessairement sur une économie durable et sur l'équité, qui reposent à leur tour sur un environnement viable.

Environnement durable est synonyme de maintien du capital naturel. Il exige que nous ne consommions pas les ressources renouvelables, notamment en énergie et en eau, plus rapidement que la nature ne peut les remplacer, et que nous n'exploitions pas les ressources non renouvelables plus rapidement que les ressources renouvelables durables ne peuvent être

remplacées. Environnement durable signifie aussi que la pollution ne doit pas être supérieure à la capacité de l'air, de l'eau et du sol à l'absorber et à la traiter.

En outre, environnement durable suppose le maintien de la biodiversité, de la santé publique et de la qualité de l'air, de l'eau et du sol à des niveaux suffisants pour protéger durablement la vie humaine, la faune et la flore.

### **I.3 Les plans locaux de durabilité**

Nous, villes, sommes convaincus d'être à la fois les plus grandes entités capables de gérer, en premier lieu, les nombreux déséquilibres qui touchent actuellement les constructions, la société, l'économie, la politique, l'environnement et les ressources naturelles, et les plus petites collectivités à même de résoudre les problèmes d'une manière véritablement intégrée, holistique et durable. Chaque ville étant différente, c'est à chacune qu'il appartient de trouver son propre chemin de parvenir à la durabilité. Nous devons intégrer les principes de la durabilité à nos politiques urbaines locales.

### **I.4 La durabilité, un processus d'innovation et d'équilibre au plan local**

Nous, villes, reconnaissons que la durabilité n'est ni une vision ni un état immuable, mais un système d'équilibrage novateur au plan local qui touche tous les aspects du processus décisionnel de la collectivité. La durabilité permet un retour d'information permanent sur les activités qui favorisent l'équilibre de l'écosystème urbain et sur celles qui l'en écartent. En construisant la gestion urbaine autour de l'information ainsi collectée, les villes apparaissent comme des ensembles organisés et les effets de toutes les actions d'envergure deviennent visibles. Un tel processus permet à la ville et à ses habitants de faire des choix réfléchis. Un système de gestion qui repose sur les principes de la durabilité autorise à prendre des décisions qui non seulement représentent les intérêts des parties concernées mais aussi ceux des générations futures.

### **I.5 La négociation comme méthode de résolution des problèmes**

Nous, villes, reconnaissons que nous ne pouvons pas nous permettre de transmettre nos problèmes ni à des communautés plus larges ni aux générations futures. Nous devons donc remédier à nos difficultés ou à nos déséquilibres, soit par nous-mêmes soit avec l'aide d'une plus grande entité régionale ou nationale. Tel est le principe de la négociation dont l'application laissera à chaque ville une grande liberté dans le choix du type d'activités à entreprendre.

### **I.6 L'économie urbaine vers la durabilité**

Nous, villes, comprenons que le facteur limitant de notre développement économique est désormais notre capital naturel, c'est à dire l'atmosphère, le sol, l'eau et les forêts. Nous devons donc investir dans ce capital, en respectant l'ordre de priorité suivant:

1. Investir dans la conservation du capital naturel restant (réserves en eaux souterraines, sols, habitats d'espèces rares);
2. Favoriser la croissance du capital naturel en réduisant notre niveau d'exploitation actuel, par exemple vis-à-vis des énergies non-renouvelables;
3. Soulager les réserves en capital naturel en en constituant de nouvelles (par exemple sous forme de parcs récréatifs communaux, pour alléger la pression sur des forêts naturelles);
4. accroître le rendement final des produits (bâtiments énergétiquement rationnels, transports urbains respectueux de l'environnement).

### **1.7 Une justice sociale pour une durabilité urbaine**

Nous, villes, sommes conscientes que les populations démunies sont les plus touchées par les problèmes de l'environnement (bruit, pollution de l'atmosphère par les gaz d'échappement, insuffisance des équipements, insalubrité des logements, manque d'espaces verts) et les moins aptes à les résoudre. L'inégalité des richesses est à l'origine de comportements insoutenables dont elle rend l'évolution plus difficile. Nous voulons intégrer à la protection de l'environnement les exigences sociales essentielles de la population ainsi que les programmes d'action sanitaire, de l'emploi et du logement. Nous voulons tirer les leçons des premières expériences de modes de vie durables, de manière à pouvoir améliorer la qualité de vie des citoyens plutôt que simplement optimiser la consommation.

Nous nous efforcerons de créer des emplois qui favorisent la viabilité de la communauté, et de réduire ainsi le chômage. Lorsque nous chercherons à attirer ou à créer des emplois, nous évaluerons les conséquences des opportunités en termes de viabilité, de manière à encourager la création d'emplois et de produits viables qui répondent aux principes de la durabilité.

### **1.8 Un aménagement durable du territoire**

Nous, villes, reconnaissons que nos autorités locales doivent mettre en oeuvre des politiques d'aménagement du territoire appropriées qui comportent une évaluation stratégique des effets de toutes les initiatives sur l'environnement. Nous devons tirer parti des possibilités qu'offrent les plus grandes concentrations urbaines en matière de services publics de transport et d'approvisionnement en énergie, tout en maintenant la dimension humaine du développement. En lançant des programmes de rénovation des centres-villes et en aménageant de nouvelles aires suburbaines, on s'efforcera de combiner différentes fonctions pour réduire les besoins de mobilité. Le concept d'interdépendance régionale équitable doit nous permettre d'équilibrer les flux entre la ville et la campagne et d'empêcher les villes d'exploiter simplement les ressources des zones périphériques.

### **1.9 Une mobilité urbaine durable**

Nous, villes, nous efforcerons d'améliorer notre accessibilité et de maintenir le bien-être social et les modes de vie urbains tout en diminuant le besoin de mobilité. Nous pensons qu'il est indispensable de réduire la mobilité forcée et l'usage inutile des véhicules motorisés. Nous donnerons la priorité aux moyens de transport respectueux de l'environnement (notamment la



marche, le vélo et les transports publics) et placerons au centre de nos efforts de planification l'association de ces différents moyens de transport. Les véhicules privés à moteur circulant en ville doivent avoir progressivement un rôle subsidiaire, à savoir faciliter l'accès aux services publics et maintenir l'activité économique des territoires urbains.

### **I.10 La responsabilité à l'égard du changement climatique mondial**

Nous, villes, comprenons que les menaces que fait peser le réchauffement de la planète sur l'environnement naturel et urbain et sur les générations futures nécessite une volonté affirmée pour stabiliser puis réduire le plus rapidement possible les émissions de gaz à effet de serre. Il est également important de protéger les ressources mondiales en biomasse, telles que les forêts et le phytoplancton, qui jouent un rôle essentiel dans le cycle du carbone de la planète. La baisse des émissions de combustibles fossiles nécessitera des politiques et des initiatives basées sur une parfaite connaissance des bilans énergétiques et des solutions de remplacement. Les seules solutions viables se trouvent dans les sources d'énergie renouvelables.

### **I.11 La prévention de l'intoxication des écosystèmes**

Nous, villes, sommes conscients que les substances toxiques et dangereuses sont de plus en plus présentes dans l'atmosphère, l'eau, le sol et les aliments, et qu'elles deviennent une menace de plus en plus grande pour la santé publique et les écosystèmes. Nous nous emploierons à arrêter la pollution et à la prévenir à la source.

### **I.12 L'autogestion au plan local, condition nécessaire de la durabilité**

Nous, villes, sommes convaincus d'avoir la volonté, la connaissance et les idées nécessaires pour imaginer des modes de vie durables, et pour concevoir et gérer nos collectivités dans la perspective de la durabilité. En tant que représentants démocratiquement élus de nos collectivités locales, nous sommes prêts à assumer la responsabilité de réorganiser nos villes pour assurer la durabilité. Ce sont les droits d'autogestion qui sont conférés aux villes en vertu du principe de subsidiarité qui déterminent leur capacité à relever ce défi. Il est indispensable que les collectivités locales aient des pouvoirs suffisants et un solide ancrage financier.

### **I.13 Les citoyens, protagonistes de la durabilité, et la participation de la collectivité**

Nous, villes, nous engageons, conformément au mandat qui nous a été conféré par l'Action 21, document de base adopté lors du sommet de Rio de Janeiro, à collaborer avec tous les partenaires de nos collectivités citoyens, entreprises, groupes d'intérêt - lors de la conception de nos plans locaux fondés sur l'Action 21. Nous tenons compte de l'appel du Cinquième Programme d'Action pour l'Environnement de l'Union européenne intitulé "Vers un développement soutenable" incitant à partager les responsabilités de la mise en oeuvre du Programme entre tous les partenaires de la collectivité. Nous baserons donc nos efforts sur la coopération entre tous les acteurs concernés, nous veillerons à ce que tous les citoyens et les

groupes d'intérêt aient accès à l'information et puissent être associés aux processus décisionnels locaux et nous nous emploierons à éduquer et à former non seulement le grand public mais encore les représentants élus et le personnel des administrations locales à la durabilité.

### **I.14 Les instruments de la gestion urbaine orientée vers la durabilité**

Nous, villes, nous engageons à utiliser les instruments politiques et techniques dont nous disposons pour parvenir à une approche écosystémique de la gestion urbaine. Nous emploierons toute une gamme d'outils - par exemple, pour la collecte et le traitement des données environnementales et recourrons à la planification environnementale ainsi qu'à des instruments réglementaires et économiques, comme les directives, les impôts et les redevances, et à des mécanismes de sensibilisation comme la participation du public. Nous chercherons à créer de nouveaux systèmes budgétaires qui incitent une gestion de nos ressources naturelles aussi "économe" que celle de notre ressource artificielle, "l'argent".

Nous savons que nos décisions et nos politiques de contrôles, en particulier la surveillance de l'environnement, les audits, l'évaluation de l'impact sur l'environnement, la comptabilité, les bilans et les rapports doivent s'appuyer sur différents indicateurs, par exemple, la qualité de l'environnement urbain, les flux et les schémas urbains, et plus encore, sur les indicateurs de viabilité des systèmes urbains.

Nous, villes, reconnaissons que des actions positives pour l'environnement ont déjà porté leurs fruits dans de nombreuses villes européennes. Mais si ces actions parviennent à diminuer la pression sur l'environnement, elles ne peuvent pas renverser la tendance. Les villes signataires de la Charte ont pour objectif d'intégrer leurs systèmes d'administration et de gestion des économies urbaines dans une demande de durabilité globale. Dans ce contexte nous sommes invités à concevoir nos stratégies, à les mettre en pratique et à partager nos expériences.

### **Deuxième partie La campagne des villes européennes durables**

Nous, villes européennes, signataires de la présente charte, travaillerons ensemble pour la durabilité en tirant les leçons du passé et des succès réalisés au plan local. Nous nous encouragerons mutuellement à concevoir des plans d'action locaux à moyen et à long terme (Actions Locales 21), renforçant ainsi la coopération entre les autorités et intégrant ces initiatives à celles de l'Union européenne en matière d'environnement urbain.

Nous lançons **la campagne des villes européennes durables** pour encourager et aider les villes à oeuvrer en faveur de la durabilité. Le déroulement de la campagne, sera évalué lors de la seconde conférence européenne sur les villes durables qui aura lieu en 1996.

Nous invitons toutes les autorités locales, de quelque niveau qu'elles soient, et tous les réseaux d'autorités locales à participer à la campagne en adoptant et en signant la présente charte.

Nous invitons tous les grands réseaux d'autorités locales présents en Europe à coordonner la campagne. Un comité de coordination, composé de représentants de ces réseaux, sera créé. Des dispositions seront prévues pour les autorités locales qui ne font pas partie de ces réseaux.

Les principaux objectifs de cette campagne seront les suivants:

- Faciliter l'assistance mutuelle entre les villes européennes pour la conception et la mise en oeuvre de politiques orientées vers la durabilité;

- collection et diffusion des informations sur les expériences réussies au plan local;
- promouvoir le principe de la durabilité parmi les autres autorités locales;
- trouver des nouveaux signataires pour la charte;
- organiser chaque année le "prix de la ville durable";
- apporter une contribution aux rapports du groupe d'experts "environnement urbain" sur les villes durables;
- aider les décideurs locaux à mettre en oeuvre les recommandations et la législation de l'Union européenne;
- publier une lettre d'information sur la campagne.
- organisations à participer activement à cette campagne.

### ***Troisième partie La participation au processus local de l'Action 21: plans locaux en faveur de la durabilité***

Nous, villes européennes, signataires de la présente charte, nous engageons en participant à la campagne des villes européennes durables à déployer tous nos efforts pour parvenir au sein de nos collectivités à un consensus sur un programme local en réponse à l'Action 21 (Actions Locales 21) d'ici la fin de l'année 1996. Nous remplirons ainsi la tâche définie au chapitre 28 de l'Action 21 adoptée par le sommet de Rio en juin 1992. Grâce à nos initiatives locales, nous contribuerons à la mise en oeuvre du Cinquième Programme d'Action pour l'Environnement de l'Union européenne intitulé "Vers un développement soutenable". Les Actions Locales 21 seront définies sur la base de la première partie de la présente charte.

Pour préparer nos plans d'action locaux, nous suggérons de procéder de la manière suivante:

- tenir compte des méthodes de planification et des mécanismes financiers existants, ainsi que des autres plans et programmes;
- identifier systématiquement les problèmes et leurs causes par une vaste consultation du public;
- classer les actions par ordre de priorité, pour traiter les problèmes répertoriés;
- définir le concept de collectivité durable avec la participation de tous les partenaires;
- examiner et évaluer les stratégies alternatives de développement;
- établir un plan local d'action à moyen et à long terme, qui comportera des objectifs mesurables;
- planifier la mise en oeuvre du plan, en préparant un calendrier et en précisant les responsabilités attribuées à chacun des partenaires;
- mettre en place des systèmes et des procédures d'évaluation et de compte-rendu sur la mise en oeuvre du plan;

Nous devons vérifier si les dispositions prises par nos autorités locales sont satisfaisantes et permettent vraiment la mise en oeuvre du processus d'Action Locale 21, et notamment les plans locaux d'action à moyen et à long terme en faveur de la durabilité. Des efforts seront peut-être nécessaires pour améliorer les capacités d'organisation de nos collectivités, notamment par l'examen des dispositions politiques, des procédures administratives, des méthodes de travail interdisciplinaires, des ressources humaines disponibles et de la coopération entre les différentes autorités, y compris les associations et les réseaux.

Signée à Aalborg, Danemark, le 27 mai 1994



## ANNEXE 7

### GRILLE DE DEVELOPPEMENT DURABLE D'ATHIS MONS



## **ATHIS MONS** **Grille de lecture** **Développement Durable**

Se poser les bonnes questions avant de décider de l'opportunité de mise en oeuvre d'une action, d'un projet, d'un équipement, permettre une participation active et citoyenne, habituer chacun à penser interactivité avec les autres, avec ce qui se passe ailleurs, voilà le but de cette grille de lecture du développement durable. La grille doit permettre de situer le projet par rapport à un certain nombre de principes fondateurs du développement durable : précaution, solidarité, participation, subsidiarité. Ainsi, la grille proposée :

- la colonne impact traduit le principe de précaution : est-ce que mon projet a un impact dans tel domaine ?
- la colonne où traduit le principe de solidarité dans l'espace : où mon projet peut-il avoir un impact ? Un projet peut d'ailleurs avoir un impact positif localement mais négatif ailleurs : où se situe le développement durable dans ce cas là ?
- la colonne quand traduit la solidarité dans le temps : quel sera l'impact de mon projet dans les années, les décennies, voir les siècles à venir ?
- la colonne participation permet d'évaluer le degré d'implication de la population sur le projet.

La grille proposée n'est qu'une première ébauche qui sera annuellement actualisée ou améliorée afin de tenir compte de l'expérience et de l'avis de ceux qui l'utiliseront.

# SOCIAL

[illegible]

# EMPLOI ET ECONOMIE

[illegible]

# EDUCATION

[illegible]



## ANNEXE 8

### LISTES DES INDICATEURS DU LOGICIEL RESPECT

#### **AIR : 9 indicateurs**

- 1- Bilan d'émissions atmosphériques
- 2- Impact écotoxique potentiel des émissions (effet local)
- 3- Impact potentiel d'acidification (effet régional)
- 4- Effet de serre potentiel (effet global)
- 5- Pollution soufrée
- 6- Pollution azotée
- 7- Pollution par les poussières
- 8- Pollution photochimique
- 9- Episodes extrêmes de pollution atmosphérique

#### **BRUIT : 4 indicateurs**

- 10- Infrastructures routières bruyantes
- 11- Population résidente exposée au bruit des déplacements routiers
- 12- Plaintes relatives au bruit
- 13- Effort interne de réduction du bruit par la collectivité

#### **CADRE DE VIE : 17 indicateurs**

##### - Paysage urbain : 6 indicateurs

- 14- Propreté de la ville
- 15- Evolution de l'urbanisation
- 16- Mixité des fonctions urbaines
- 17- Zones à requalifier
- 18- Esthétique urbaine
- 19- Affichage publicitaire

##### - Habitat : 4 indicateurs

- 20- Conformité de l'habitat
- 21- Pollution des bâtiments publics par l'amiante
- 22- Protection du patrimoine bâti
- 23- Amélioration de l'habitat

##### - Patrimoine naturel : 7 indicateurs

- 24- Diversité biologique
- 25- Végétalisation
- 26- Protection du patrimoine naturel
- 27- Mesures agri-environnementales dans les espaces ruraux
- 28- Gestion raisonnée des espaces verts urbains
- 29- Accessibilité potentielle aux espaces publics de proximité
- 30- Réseaux de cheminements verts

#### **DECHETS : 5 indicateurs**

- 31- Quantité collectée de déchets
- 32- Traitement des déchets
- 33- Performance de la récupération des matériaux issus des ordures ménagères
- 34- Traitement thermique des déchets (UIOM = usine d'incinération des ordures ménagères)
- 35- Efforts internes de la collectivité pour la maîtrise des déchets

#### **DEPLACEMENTS : 4 indicateurs**

- 36- Répartition modale des déplacements
- 37- Fréquentation des transports en commun
- 38- Utilisation du vélo en ville
- 39- Actions d'exemple pour des déplacements moins polluants

**EAU : 11 indicateurs**

- 40- Consommation d'eau potable
- 41- Qualité de la ressource pour l'eau potable
- 42- Qualité globale des eaux douces et saumâtres de surface
- 43- Qualité des eaux de baignade
- 44- Qualité de l'eau distribuée
- 45- Disponibilité de la ressource
- 46- Sécurité d'approvisionnement en eau potable
- 47- Dépollution par le système collectif d'assainissement des eaux usées
- 48- Rendement du réseau de distribution d'eau potable
- 49- Prix de l'eau
- 50- Consommation d'eau potable par la collectivité

**ENERGIE : 7 indicateurs**

- 51- Energie totale consommée sur le territoire par vecteur
- 52- Energie totale consommée sur le territoire par secteur
- 53- Consommation totale d'énergie par collectivité par vecteur
- 54- Consommation totale d'énergie par collectivité par secteur
- 55- Production d'énergie renouvelable locale
- 56- Part des énergies renouvelables consommées par la collectivité
- 57- Montrer l'exemple pour les économies d'énergie

**RISQUES : 6 indicateurs**

- 58- Evènements déjà vécus par la collectivité
- 59- Etendue des zones d'aléas
- 60- Population concernée par les aléas
- 61- Niveau de risque sur la collectivité basé sur la population
- 62- Communication sur les risques
- 63- Mesures préventives et prise en compte du risque

**SOL – SOUS-SOL : 4 indicateurs**

- 64- Imperméabilisation des sols
- 65- Suivi de la connaissance des sols pollués sur la collectivité
- 66- Suivi de la réhabilitation des sols pollués sur la collectivité
- 67- Consommation directe et indirecte des produits phytosanitaires et fertilisants de synthèse de la collectivité

**Engagement mutuel pour l'environnement : 6 indicateurs**

- 68- Information et sensibilisation du public
- 69- Education des scolaires à l'environnement
- 70- Actes environnementaux de la collectivité
- 71- Soutien à la vie associative locale
- 72- Plaintes reçues sur l'environnement
- 73- Consultation du public

## **ANNEXE 9**

### **DES RESEAUX D'EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT**

#### **Le réseau Ecole & Nature**

Le plus ancien et le plus généraliste des réseaux d'éducation à l'environnement français. 250 membres individuels et 150 associations, 15 années d'expériences dans tous les domaines de l'éducation à l'environnement. Organise tous les ans des Rencontres. Publie "L'encre Verte, revue d'éducation à l'environnement". Nombreuses commissions de travail porteuses de projets : gestes au quotidien, RéCREE (voir ci-dessous), formation, international... Point d'entrée du Réseau : les relais départementaux, personnes connaissant bien le "milieu" de l'éducation à l'environnement local (partenaires, opérations, structures...) et ayant une solide expérience pratique sur le terrain. Leur rôle : se tenir à disposition du public, pour un simple renseignement pratique, une réflexion approfondie ou un conseil sur un projet. Ce service est gratuit, et gagne à être connu.

#### **Les réseaux régionaux (GRAINE et autres)**

Les GRAINE (Groupes Régionaux d'Animation et d'Initiation à la Nature et l'Environnement), au nombre d'une quinzaine en France début 1995, sont des réseaux oeuvrant au développement de l'éducation à l'environnement au niveau régional, en fort lien avec le réseau Ecole & Nature. Ils sont en contact étroit avec le "milieu" régional et en possèdent donc une connaissance très approfondie. Beaucoup organisent chaque année des Rencontres Régionales d'Education à l'Environnement ou des formations pour éducateurs. Certains publient des annuaires régionaux de ressources, des catalogues de stages, un bulletin de liaison, une revue.

#### **Citéphile**

Citéphile est un réseau national pour l'éducation à l'environnement urbain, regroupant plus de 300 praticiens et structures réfléchissant et pratiquant l'éducation à l'environnement en milieu urbain. Propose des carrefours, journées thématiques, un bulletin de liaison, des catalogues d'actions et d'acteurs...

#### **Le Réseau de Centres de Ressources en Education à l'Environnement, RéCREE**

Le RéCREE (prononcer "récré") est un dispositif issu du réseau Ecole & Nature regroupant 150 centres de ressources en France autour des thématiques de l'éducation à l'environnement. Il se donne pour objectif de valoriser les ressources (pédagogiques, techniques, humaines, financières...) existantes, en aidant les publics (spécialisés ou non) à y accéder facilement. Les centres de ressource membres peuvent soit répondre directement à la demande (information, outil, conseil...) soit transférer cette demande vers un autre membre du RéCREE plus spécialisé. Ces centres de ressources sont des lieux privilégiés d'information et d'aide. Vous y trouverez en effet : \* Une personne connaissant bien le "milieu" et les pratiques de l'éducation à l'environnement, avec laquelle vous pourrez réfléchir et discuter. \* Des documents sur les thématiques de l'environnement, les méthodes pédagogiques, des documents pour enfants... \*

Des outils techniques et pédagogiques (malles pédagogiques, diaporamas, vidéos...): \* Des savoir et savoir-faire (montage technique de projets, conception pédagogique...). Pour avoir la liste des centres de ressources, contacter le RéCREE, ou procurez-vous l'"Annuaire des centres de ressources en éducation à l'environnement, édition 1996".

### **Le réseau belge IDée**

Le réseau Information et Diffusion sur l'Education à l'Environnement est un réseau de praticiens belges, très proche dans l'esprit du réseau Ecole & Nature. Une revue, "Symbiose", des rencontres nationales annuelles, de nombreuses autres actions.

### **Le Réseau International d'Education à l'Environnement (RIEE)**

Ce réseau se propose de favoriser le contact au niveau mondial entre les porteurs de projets d'éducation à l'environnement et les praticiens. Echanges d'expériences, de pratiques, de réflexions... Le RIEE édite un bulletin de liaison : "Dialogues pour l'éducation à l'environnement" (2 numéros déjà parus à cette date).

### **Le réseau "inter-environnement"**

Ce petit réseau s'est structuré en France autour de l'opération internationale ENSI (ou "Action de l'école en faveur de l'environnement") relayée en France par l'OCDE - CERI. Il s'est spécialisé dans la mise en oeuvre expérimentale de procédures interdisciplinaires pour le traitement de thématiques environnementales dans le cadre de l'école, et s'intéresse aux actions de formation qui accompagnent l'étude de celles-ci. Actuellement le réseau ne compte que six collèges et cinq écoles élémentaires répartis dans neuf académies. Inter-environnement propose des actions de coordination, de réflexion et de formation, et édite une lettre bimestrielle de liaison pour l'échange au niveau national et international.

### **Le réseau francophone d'éducation à l'environnement**

Réseau concernant tous les pays francophones du monde. A l'heure où paraissent ces lignes, ce réseau, porté par des québécois, est en cours de création et il n'est pas possible d'en dire d'avantage. Vous pourrez en obtenir d'avantage en contactant Ecole & Nature.

### **La Fondation pour l'Education à l'Environnement en Europe (FEEE)**

Cette organisation a été créée en 1981 par la France, l'Espagne, l'Allemagne et le Danemark. Elle regroupe aujourd'hui 18 pays. Ses objectifs sont de promouvoir l'éducation environnementale en menant des campagnes et en suscitant une prise de conscience. La FEEE porte actuellement plusieurs projets d'envergure : les "Jeunes reporters pour l'environnement", "Eco-écoles", la "Campagne européenne du Drapeau bleu" et "Allons planter l'Europe". La plus développée en France est "Eco-écoles".